RAPPORT DE RECHERCHE ACTION

-

« Renouvelons les pratiques de l'éducation populaire dans les quartiers populaires »

Septembre 2018

Soutenu par :

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES **2**

PRÉSENTATION **3**

1 – UNE RECHERCHE-ACTION : AVEC QUI ET POUR QUOI FAIRE ? **6**

A - DES PREMISSES AUX PERSPECTIVES, L'EXPERIENCE DE LA RECHERCHE-ACTION « REINVENTER L'EDUCATION POPULAIRE ET LE TRAVAIL SOCIAL DANS LES QUARTIERS POPULAIRES » 7

Objectifs, déroulement et contenus de la formation-recherche-action *8*

Semaines de formation : contenu, intervenants, volumes horaires *10*

Les stagiaires, leur profil et leurs attentes *11*

B - PETITE SOCIOLOGIE DU GROUPE 13

Qui sommes-nous ? *13*

Ce qui nous rapproche dans nos parcours *14*

C - LES ATTENTES ET LES APPORTS DE LA RECHERCHE-ACTION 17

2 – RENOUVELER LE TRAVAIL SOCIAL ET L'EDUCATION POPULAIRE : QUELLES PERSPECTIVES AUJOURD'HUI ? **19**

A - LE COURANT DE L'ACTION-RECHERCHE MATERIALISTE : ENTRE SOCIOLOGIE, EDUCATION POPULAIRE ET LUTTE POUR L'EGALITE (CLASSE, « RACE », SEXE) DANS LES QUARTIERS POPULAIRES 20

Qui sommes-nous ? *20*

De la nécessité de militer en dehors de sa pratique professionnelle *22*

Pratiques militantes *22*

La praxis : refuser l'opposition binaire théorie et pratique, entre recherche et engagement *23*

Les action-recherches populaires *25*

Conclusion *30*

B - L'EDUCATION POPULAIRE AUJOURD'HUI : VERS UN NOUVEAU PARADIGME PROFESSIONNEL ET MILITANT ? 31

L'éducation populaire : une catégorie identitaire par temps de crise *31*

Réinventer le métier et le militantisme par l'éducation populaire *32*

L'appel au « peuple » ou à la « société civile » : un contexte politique porteur *34*

Conclusion – Une recherche-action pour quoi faire ? *35*

C- APPORT DU THEATRE DE L'OPPRIME DANS LA RECHERCHE-ACTION 37

Premier atelier: Théâtre image *37*

Deuxième temps : Théâtre Forum *39*

D - SUR ALINSKY 42

Morceaux choisis *44*

D'Alinsky à aujourd'hui, où je me situe par rapport à l'animation sociale ? *45*

E - TRAVAIL SOCIAL : DE QUOI LA PARTICIPATION EST-ELLE LE NOM ? 49

Naissance et transformations du travail social *49*

Des professionnalités en tension *50*

Une participation en trompe-l'œil *51*

Conclusion - Refonder les pratiques professionnelles à partir du développement du pouvoir d'agir. *52*

BIBLIOGRAPHIE ET FILMOGRAPHIE **54**

PRÉSENTATION

A – Les auteur.es du rapport

Frédéric Ballière, formateur en travail social à l'APRADIS Picardie et doctorant en sociologie au CURAPP-ESS (UMR 7319). Mes travaux de recherche portent sur les formes émergentes d'interventions sociales auprès de populations en déficit d'accès aux droits. Dans le cadre de cette recherche action, ma contribution interroge les usages de la notion de participation dans le champ du travail social.

Nicolas Brusadelli, doctorant en sociologie au Centre Universitaire de Recherche sur l'Action Publique et le Politique (CURAPP), à l'Université de Picardie. Je travaille sur l'engagement dans les sphères de l'éducation populaire, et je siège en tant que personne qualifiée au Conseil d'Administration du CRAJEP de Picardie. J'ai coordonné, avec Kelly Poulet, le travail du conseil scientifique dans le cadre de cette recherche-action.

Sylvie Coren. Je travaille principalement pour des médias associatifs et participatifs depuis 1989. Je réalise des reportages au service des habitants et des associations et j'initie des jeunes et des adultes à la réalisation de films. Je réalise aussi des films documentaires et web documentaires.

Jessy Cormont, sociologue au sein de l'organisme P.H.A.R.E. pour l'Égalité. Je co-anime le courant de l'action-recherche matérialiste qui se situe au croisement de la sociologique, de l'éducation populaire et de luttes sociales pour l'égalité et contre les discriminations (classe, "race, "sexe, âge) dans les quartiers populaires. J'ai notamment co-écrit le *Dictionnaire des dominations de race, de classe, de sexe et mène actuellement une "recherche populaire" : Nous, les héritier-es de la classe ouvrière des mines et de l'immigration dans le bassin minier. Entre trajectoires personnelles et familiales et rapports sociaux (de classe, de race, de sexe).*

Aline Dekervel, formatrice aux Ceméa de Picardie, association d'éducation populaire. Je travaille depuis 2009 avec des groupes de jeunes et adultes dans des dispositifs d'insertion avec des personnes issues des catégories populaires. J'ai participé à la recherche-action tout en assurant la coordination pédagogique entre participant.es et intervenant.es ainsi que le suivi du dossier administratif.

Pascal Depoorter, sociologue, maître de conférences à l'université de Picardie Jules Verne et chercheur au CURAPP-ESS. Je suis responsable d'un master professionnel préparant aux métiers de l'ingénierie des politiques de l'emploi et de l'innovation sociale. Spécialiste de la sociologie des mondes populaires, mes recherches portent sur les transformations du rapport au travail et de l'emploi et des formes d'intégration professionnelle.

Xavier Desjonquères, bénévole depuis 35 ans d'un centre social et culturel associatif d'un quartier HLM classé comme quartier prioritaire de la politique de la ville. J'ai par ailleurs travaillé longtemps pour la politique de la ville depuis 1983, en tant que fonctionnaire de collectivité locale. Retraité depuis 2014, je suis animateur bénévole d'une table de quartier

pour développer la prise de parole et le pouvoir d'agir des habitants. J'ai représenté mon association au conseil citoyen en 2016 et 2017.

Laurence Lesueur, médiatrice de la lecture sur le quartier nord d'Amiens pour l'association Cardan (prévention et lutte contre l'illettrisme) depuis 10 ans.

Marie-Annick Longuépée, médiatrice sociale depuis 4 ans au sein de l'association CAPS centre social, et auditrice libre du collège habitants du conseil citoyen Amiens Sud Est. J'ai participé à la recherche action dans l'objectif de découvrir de nouvelles pratiques pour améliorer mes actions de médiation et de mobilisation des habitants sur les quartiers.

Christine Louchart, médiatrice du livre au Cardan depuis 10 ans, je travaille auprès des habitant.es des quartiers populaires d'Abbeville en proposant une « bibliothèque de rue » au pied des immeubles pour les enfants. Durant le travail de recherche-action, j'ai subi un licenciement du fait de la baisse des subventions pour l'association sur le territoire. J'ai cependant souhaité poursuivre le parcours entamé et aller jusqu'au bout de la démarche.

Laila Ouabbou, je suis animatrice territoriale. Je travaille à la direction des services à la population de la Ville de Noyon. Je dépends du service de la cohésion sociale en tant que coordonnatrice de projets dans les Maisons Pour Tous. Je suis employée municipale depuis 2000 en CEJ. J'intègre la fonction publique en tant que stagiaire en 2006 et en tant que titulaire en 2007. Je travaille dans les quartiers de la ville de Noyon. Ma mission : mettre en place des actions fédératrices, créatrices de lien et promotrices de la culture, du sport, de la santé et de la vie associative. J'ai participé à la RA avec la volonté de contribuer à la découverte de nouvelles pratiques dans l'éducation populaire. Des méthodes nouvelles qui amélioreraient les effets de mon action dans les quartiers populaires où je continue d'exercer mes fonctions fièrement et modestement.

Kelly Poulet, docteure en sociologie, associée au Curapp-Ess (UMR 7319). Je suis aussi membre de l'association P.H.A.R.E pour l'Egalité et responsable de formation en école de travail social à l'Afertes d'Arras (Association pour la Formation, l'Expérimentation et la Recherche en Travail Educatif et Social). Dans la recherche-action, je suis membre du comité de pilotage et du comité scientifique ayant construit les séquences de formation de la recherche-action. J'ai également assuré des séquences durant la formation (analyse collective des récits de vie des participantes, aide à l'écriture du rapport collectif etc.)

Bastien Viltart, Curinga de la méthodologie du Théâtre de l'Opprimé, actif au sein de Pas à Passo – TO et du réseau européen TO-gether.
Le Théâtre de l'Opprimé propose d'utiliser des moyens esthétiques pour comprendre les mécanismes de domination, en vue d'une transformation sociale profonde. Cela m'a tout logiquement amené à étudier les diverses grilles de lecture de nos sociétés en obtenant un Maîtrise de Sociologie en développement social à l'UPJV en 2014.

B – Les participant.es

Camille Berthout, Service civique au Cardan, Amiens.
Simon Boucq, étudiant en travail social à l'Afertes, Arras.

Manon Chelmy, étudiante en sociologie à l'UPJV, Amiens.
Carole Holsteing, professeure de philosophie au lycée Delambre, Amiens et militante à SUD éducation Somme.
Aude Lemarié, médiatrice du livre au Cardan, Abbeville.
Liliane Marissal, bénévole aux Francas.
Adwynn Viollat, directeur du Centre social Elbeuf, Amiens.
Et Sylvie Coren, Aline Dekervel, Xavier Desjonquères, Laurence Lesueur, Christine Louchart, Marie-Annick Longuépéé, Laïla Ouabbou.

C – Les intervenant.es

Clara Deville, ATER en science politique à l'UPJV et doctorante au CURAPP.
Romain Ladent, Président de la BSP et formateur.
Adrien Roux, Organisateur fondateur de l'Alliance Citoyenne.
Germain Tellier, formateur.
Et Nicolas Brusadelli, Jessy Cormont, Kelly Poulet, Bastien Viltart, déjà présentés**.**

1 – Une recherche-action : avec qui et pour quoi faire ?

A - Des prémisses aux perspectives, l'expérience de la recherche-action « Réinventer l'éducation populaire et le travail social dans les quartiers populaires »

Par Aline Dekervel, Kelly Poulet, Nicolas Brusadelli et Pascal Depoorter.

A l'origine, une discussion entre des personnes ayant un pied dans l'éducation populaire politique et/ou le travail social et l'autre dans le monde universitaire de la recherche. C'est souvent de cette manière, collectivement, que les idées deviennent des projets. On est en 2015, et cette année-là sera marquée par les évènements dramatiques et leurs effets directs – et tout aussi dramatiques – dans les politiques d'Etat. Si le sécuritaire a été la réponse prioritaire de la part de l'exécutif, un Comité Interministériel Egalité et Citoyenneté (CIEC) a toutefois également vu le jour dès février 2015, réinterrogeant les politiques républicaines françaises et développant des perspectives nouvelles. Parmi d'autres mesures, les conclusions du CIEC appellent alors à un renouvellement des pratiques d'éducation populaire[1] en direction notamment des quartiers dits « prioritaires ». Renouveler les pratiques de l'éducation populaire nous parlait. Plus encore, comment faire du « travail social » une pratique empreinte d'outils appartenant à l'éducation populaire, et consciente des rapports sociaux inégalitaires structurant la société ? C'est avec ces premières interrogations et dans ce contexte politique, fruit d'une réflexion collective, que le projet de recherche-action amiénois « Réinventer l'éducation populaire et le travail social dans les quartiers populaires » est né.

Au-delà de ce contexte immédiat, le CRAJEP de Picardie, et tout particulièrement les CEMEA en son sein, sont engagés depuis plus de trois ans maintenant dans un travail visant à interroger et renouveler les pratiques d'éducation populaire. C'est dans cette perspective qu'une recherche doctorale a été entamée, en partenariat avec l'Université de Picardie Jules Verne (UPJV) et le Centre Universitaire de Recherche sur l'Action Publique et le Politique (CURAPP-ESS), et qui s'est matérialisée par l'embauche d'un salarié-doctorant en octobre 2012. De ce partenariat sont nés de nombreux projets « annexes », de la réalisation d'un diagnostic de secteur sur l'éducation populaire en 2013 à la réalisation d'une recherche-action sur le monde associatif et l'éducation populaire en 2014[2] en passant par l'initiation de conférences-débats.

Enfin, les enseignants-chercheurs en sociologie de l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) « Philosophie et Sciences Humaines et Sociales » de l'UPJV, préparant actuellement les maquettes de diplômes de la future habilitation, souhaitent entamer un processus de travail avec des acteurs de la société civile – et notamment de l'éducation populaire – concernant les débouchés professionnels des étudiants de sociologie. Cette ambition coïncide avec la direction prise par les recherches appliquées menées par le CRAJEP et les CEMEA, qui creusent la perspective d'une pratique « clinique » de la sociologie, adossée à des pratiques et

[1] Rapport *Egalité et Citoyenneté, la République en acte*, « Une éducation populaire renouvelée pour des citoyens engagés », pp. 22-24. http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/liseuse/3593/master/index.htm
[2]http://www.lemouvementassociatif-hauts-de-france.org/images/Les_Actes_de_la_Recherche_Action_-_Juin_2016.pdf

perspectives d'éducation populaire[3]. Cette dernière perspective n'est pas du reste isolée, comme en témoigne par exemple le travail mené conjointement par des universitaires et la Fédération des Centres Sociaux de France (FSCF) sur l'actualisation – dans le contexte français – des méthodes anglo-saxonnes d'interventions sociales informées des connaissances sociologiques liées au *Community Organising* et au « pouvoir d'agir ».

Ainsi, l'enjeu de ce projet de recherche-action a été d'expérimenter ce que pourrait être une nouvelle forme de travail social dans les quartiers populaires à partir des outils et postures historiques de l'éducation populaire liée à l' « éducation à la citoyenneté », du renouveau dans l'approche « communautaire » du travail social comme du militantisme, et des savoirs et savoir-faire issus de la sociologie matérialiste. Cette posture – visant à la fois à mettre au travail les pratiques des travailleurs sociaux (au sens large des animateurs sociaux, éducateurs, etc.) de quartiers populaires et à avancer dans la perspective d'une éducation populaire et d'un travail social renouvelés – n'est pas isolée ; en témoigne la création récente à l'IUT « Carrières Sociales » de Rennes d'un Diplôme Universitaire (DU) « Education populaire et transformation sociale ». En lien avec les avancées réalisées par les initiateurs de ce DU il s'agit, en Picardie également, d'aboutir à la création d'un diplôme qui prendrait place parmi les voies de professionnalisation possibles des étudiants de sociologie.

Objectifs, déroulement et contenus de la formation-recherche-action

Durant sept mois nous avons donc travaillé à partir de « groupes tests » composés de « travailleurs sociaux » au sens large (animateurs de quartiers, de centres sociaux, éducateurs, etc.) et de militants associatifs, qui ont mis au travail tout au long de ces mois leurs pratiques du métier et leurs pratiques militantes dans le cadre de cette recherche-action. Cette mise au travail des pratiques s'est effectuée sur la base de trois types d'apports en termes de savoirs et d'outils :

- la sociologie du travail social, de l'éducation populaire et des « rapports sociaux » (1),
- l'approche « communautaire » du travail social s'inscrivant notamment dans le sillon de Saul Alinsky (2).
- les outils d'éducation « à la citoyenneté » issus des diverses traditions de l'éducation populaire (3)

Ces temps de mise au travail « théorique », mais néanmoins adossés à l'expérience « de terrain » des participant-e-s, ont été entrecoupés de temps d'expérimentations *in situ* de manière à donner naissance à un corpus de savoirs et de pratiques d'interventions validé empiriquement et « ancré dans » le terrain. Les stagiaires ont également produit un certain nombre d'écrits pour ce rapport final de recherche, rapport constituant une forme d'évaluation sur la base duquel pourront être sélectionnés les savoirs et les outils qui constitueront la future maquette de diplôme.

Dès les prémisses de la mise en pratique de la formation-recherche-action, les objectifs généraux décidés collectivement ont donné les directions à prendre et surtout dessinaient les contenus de formations.

Premièrement, pour nous, renouveler les pratiques de l'éducation populaire et du travail social passait tout d'abord par mettre les stagiaires et leurs pratiques (comme celles des animateurs

[3] En cela, le CRAJEP de Picardie s'est inscrit par le biais de sa recherche-action dans le sillon ouvert par les chercheurs du Laboratoire du Changement Social (LCS) rattaché à l'université Paris 7. Voir notamment à ce sujet Pierre Roche, « Approche clinique et éducation populaire », *Les Cahiers du Changement Social n°7*, Octobre 2010.

et animatrices) en situation de réflexivité à partir de leurs trajectoires sociales, militantes et professionnelles. En partant de leurs récits de vie et sur la base de contenus de savoirs dispensés par la sociologie, il s'agissait alors d'apporter des éléments de compréhension de phénomènes sociaux et de mettre en place les conditions d'une socioanalyse collective. Comment se structure le monde social ? Quels sont les rapports sociaux qui façonnent l'expérience du monde social des un-e-s et des autres ? Quelle place en son sein pour les travailleurs sociaux, avec leurs spécificités ? Quels sont les rapports qu'ils entretiennent avec leur objet professionnel ? L'objectif était, ici, non seulement de comprendre les façons dont les déterminations sociales agissent sur les individus, mais aussi de saisir les façons dont ces rapports pèsent aujourd'hui sur le travail social, sur le militantisme de quartier et d'éducation populaire. Dans cet objectif, les approches sociologiques du travail social et de l'éducation populaire devaient être mobilisées, mais nous voulions également faire à la sociologie générale de manière à travailler les représentations du monde social développées par les stagiaires, et pour que chacun-e d'entre eux/elles, puisse situer, dans les rapports sociaux structurant la société, sa parole, son regard, sa place et sa pratique.

Dans le même temps, les stagiaires – progressivement informé-e-s des connaissances issues des sciences sociales – ont pu acquérir des techniques d'intervention issues de l'approche « communautaire » du travail social et plus particulièrement des traditions du « community organizing » et du « pouvoir d'agir » développées par les expériences nord-américaines[4] tout en aiguisant leur regard critique vis-à-vis de ce que serait une « pure importation » de telles méthodes. Alliance citoyenne est venue en ce sens former les stagiaires. Si la sociologie met en lumière la nature foncièrement conflictuelle des rapports sociaux, ces approches entendent travailler démocratiquement le conflit – là où les approches dominantes du travail social n'en mesurant pas les vertus semblent prétendre le juguler – pour en faire un instrument de régulation du monde social. Les deux perspectives apparaissent donc comme complémentaires, et leur articulation permet de penser, dans une approche renouvelée du « community organizing », adaptée à la réalité française, une action sociale s'appuyant sur un « travail du conflit » en évitant les écueils – instrumentation par les pouvoirs publics, neutralisation du travail du conflit – énoncés dans le rapport ministériel remis au ministre de la politique de la ville[5]. Phare pour l'Egalité mêlant sociologie et éducation populaire politique en développant une approche par l'action recherche matérialiste a pu également éclairer et former les participant.e.s sur l'importance de mêler les deux perspectives ici choisies.
Aussi, le « travail du conflit » dans les zones populaires pourrait néanmoins s'avérer peu productif, comme le souligne aujourd'hui une frange de plus en plus importante des organisations communautaires américaines[6], s'il ne s'accompagnait pas d'une mise au travail des « cadres d'injustice »[7] à partir desquels se construisent le sentiment de mépris social et par la recension des espaces sociaux dans lesquels les conflits peuvent être résolus. Dès qu'il est travaillé sous l'angle des « cadres d'injustice » qui le sous-tendent, le conflit a alors une vertu socialisatrice, en ce qu'il permet non seulement l'expression mais aussi la reconnaissance des

[4] Saul Alinsky, *Manuel de l'animateur social*, Seuil, 1976. Julien Talpin, *Community organizing : De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux Etats-Unis*, Paris, Liber, 2016, 320 p.
[5] http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/134000430.pdf
[6] Julien Talpin, 2015, « Politiser les jeunes du ghetto. L'organizing de jeunesse entre empowerment et endoctrinement aux États-Unis », *Sciences et Action Sociales*, 2015. Julien Talpin, « *Politiser les jeunes du ghetto. Éducation populaire et community organizing aux États-Unis », intervention au séminaire du Groupe de Réflexion sur la Recherche en Education Populaire, Paris 5 Descartes, 2015.*
[7] Robert D. Benford, David A Snow., Nathalie Plouchard, « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 99(3), 2012, p. 217-255.

atteintes sociales dont les populations les plus fragiles sont victimes. En accompagnant la production de cette parole, l'éducation populaire peut inscrire l'exercice de la citoyenneté dans des cadres politiques de résolution du conflit où se réaffirme la démocratie sociale. Il importait donc ici – à l'instar de ce qui se pratique aux USA – de faire appel aux traditions diverses issues de l'éducation populaire qui entendent faire de l'éducation à la citoyenneté ou de « l'éducation politique »[8] une priorité. Ces pratiques d'éducation populaire en pleine renaissance[9] s'appuient précisément sur les sciences sociales dans cet objectif[10] : les convoquer afin de fournir aux stagiaires des méthodes d'intervention au sein des quartiers populaires a donc été un impératif.

La recherche a pris matériellement corps dans le centre social CAPS, au sein du quartier sud-est d'Amiens (Philéas Lebesgue). Les temps de formation ont été assurés par la Boite Sans Projet, l'association P.H.A.R.E pour l'Egalité, des sociologues de l'UPJV, l'association Pas à Passo – Théâtre de l'Opprimé, l'organisation Alliance Citoyenne et coordonnés pédagogiquement par les Ceméa de Picardie.

Semaines de formation : contenu, intervenants, volumes horaires

Jours	Contenus	Intervenant	Volumes
13 juin 2017	Mise en commun des récits de vie	Kelly Poulet – UPJV/PHARE pour l'Egalité	7 heures
14 juin	Déplier ses représentations des quartiers populaires	Marie Backeland et Romain Ladent - BSP	3 heures 30
	Socioanalyse collective : d'où je viens ? Quel rapport aux quartiers ?	Kelly Poulet - UPJV /PHARE pour l'Egalité	3 heures 30
15 juin	Introduction générale à la sociologie des rapports sociaux	Nicolas Brusadelli - UPJV	3 heures 30
	Posture dominants/dominés : ma vision du quartier	Bastien Viltart – Pas à Passo Théâtre de l'Opprimé	3 heures 30
16 juin	Rapports de classes, rapports de sexe	Nicolas Brusadelli - UPJV	7 heures
18 septembre	La méthode Alinsky et le Community Organizing : présentation et contexte	Adrien Roux – Alliance Citoyenne Grenoble	3 heures 30
19 septembre	Le pouvoir d'agir : méthodes et porte-à-porte	Adrien Roux – Alliance Citoyenne Grenoble	7 heures
20 septembre	Retour sur le porte-à-porte et l'Agir comme principe d'éducation populaire	Adrien Roux – Alliance Citoyenne Grenoble	7 heures

[8] Alexia Morvan, *Pour une éducation populaire politique. A partir d'une recherche-action en Bretagne.*, Thèse de sciences de l'éducation, Paris, Paris VIII, 2011.
[9] Frédéric Chateigner, *« Education populaire », les deux ou trois vies d'une formule*, Thèse de science politique, Université de Strasbourg, 2012.
[10] Nicolas Brusadelli, « Politiser les trajectoires, démocratiser les savoirs. La fabrique des conférenciers gesticulants », Agora Débat Jeunesse n°76, 2017.

21 septembre	Animer une réunion : méthodes participatives et jeux de rôles	Adrien Roux – Alliance Citoyenne Grenoble	7 heures
22 septembre	Le rapport aux Institutions et aux dominants – jeux de rôles	Adrien Roux – Alliance Citoyenne Grenoble	3 heures 30
14 octobre	Ecrits des participant.es : sociologie du groupe, attentes	Kelly Poulet - UPJV /PHARE pour l'Egalité	7 heures
13 novembre	Histoire du travail social	Clara Deville – UPJV	3 heures 30
14 novembre	Les rapports de racialisation	Jessy Cormont – PHARE pour l'Egalité	3 heures 30
	Manuel de l'Animateur social : arpentage et rapports au travail social	Romain Ladent et Germain Telliez - BSP	3 heures 30
15 novembre	Histoire de la Politique de la Ville : les quartiers, c'est quoi ?	Kelly Poulet - UPJV /PHARE pour l'Egalité	3 heures 30
	Suite de l'arpentage et travail sur la posture professionnelle	Romain Ladent et Germain Telliez - BSP	3 heures 30
16 novembre	Les mobilisations : méthodes et exemples vécus, point de situation des participant.es	Romain Ladent et Germain Telliez - BSP	7 heures
17 novembre	Point de situation des particpant.es et bilan	Romain Ladent et Germain Telliez - BSP	3 heures 30
23 novembre	Travail en commun sur la valorisation de la recherche-action	Le groupe	7 heures
30 novembre	Travail sur les postures professionnelles et les problématiques	Bastien Viltart – Pas à Passo Théâtre de l'Opprimé	7 heures
4 décembre	Les classes populaires et l'enquête conscientisante	Jessy Cormont – PHARE pour l'Egalité	7 heures
7 décembre	Travail sur les écrits pour le rapport final	Le groupe	7 heures
14 décembre	Travail sur les écrits pour le rapport final et les suites à envisager à la RA	Le groupe	7 heures

Les stagiaires, leur profil et leurs attentes

Entre la réflexion - réunion de plusieurs Comités de pilotage à l'invitation du Crajep et des Ceméa réunissant Kelly Poulet, Nicolas Brusadelli et Pascal Depoorter, sociologues, Ghislaine Roche, directrice du Centre social et culturel Etouvie et Romain Ladent, Président de la Boîte Sans Projet - et la mise en oeuvre, le recrutement s'est fait (trop) rapidement. Il fallait en effet démarrer vite l'action eu égard au financement de l'Axe Innovation de la Direction Régional de la Jeunesse et Sport et de la Cohésion Sociale obtenu un an plus tôt. Chaque membre du Comité de pilotage a mobilisé ses réseaux locaux, en lien avec le travail de médiation mais aussi des étudiant.e.s, enseignant.e.s agissant toutes et tous dans les quartiers populaires ou auprès des catégories populaires.

Toutefois, la temporalité longue et espacée de la formation-recherche-action a pu empêcher un certain nombre d'intéressé.e.s à la rejoindre d'autant plus lorsque les potentiel.le.s participant.e.s n'étaient pas concerné.e.s par les financements Jeunesse et Sports axe Innovation et Uniformation11. Les étudiant.e.s, les sans-emploi chômeu.se.rs ou non, composent le public le plus précarisé et dont les conditions rendent difficiles toutes projections temporelles.
En ce sens, la majorité des participants et participantes travaille au sein d'associations socio-culturelles, d'éducation populaire dans des quartiers populaires. Une « petite sociologie » du groupe écrite avec les participant.e.s suivra et renseignera davantage le profil du groupe. Certains sont également étudiant.e.s (en sociologie, en école de travail social) ou enseignant.e.s dans des quartiers populaires. Ils et elles sont d'anciens habitant.e.s ou habitant.e.s encore des quartiers populaires pour une moitié d'entre nous. Certains vivent et travaillent dans le quartier. Enfin l'ensemble du groupe a intégré la recherche-action dans une démarche militante, comme ils ont pu l'écrire eux-mêmes : *« Nous sommes toutes et tous dans une démarche militante. Au travail, mais plus généralement pour défendre des valeurs de solidarité, d'engagement politique ou syndical, dans une démarche de pouvoir d'agir, afin de donner une place aux habitants et aux citoyens en général.* ».

Les attentes étaient alors nombreuses. La première était celle d'être au clair sur leur place dans les rapports sociaux de domination. C'était un préalable et ils et elles avaient cette volonté de conscientiser leur place pour agir ensuite au mieux. L'ensemble du groupe cherchait des outils pour agir et pour favoriser les mobilisations collectives. Enfin, chacun du groupe est venu avec ses propres questionnements et son expérience pour la confronter à celle des autres, et forger des cadres d'analyse collective. Leurs attentes, ils les ont formulées dès le premier jour de regroupement, l'un des écrits de ce rapport de recherche en fait part.

[11] Un financement émanant de la Direction Régionale de la Jeunesse et Sports et Cohésion Sociale sur le projet globale et Uniformation pour les salariés associatifs relevant de cette OPCA.

B - Petite sociologie du groupe[12]

Par Kelly Poulet, Sylvie Coren et Marie-Annick Longuépée.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes 14 participant.e.s et 8 intervenant.e.s.
Les tranches d'âge des participant.es sont assez équilibrées même si on peut noter que la génération de 40 à 50 ans n'est pas majoritaire : 3 personnes ont entre 20 et 30 ans, 4 personnes entre 30 et 40 ans, 4 également ont entre 50 et 60 ans et 3 personnes ont plus de 60 ans. Les intervenant.e.s ont entre 30 et 40 ans, sauf une intervenante n'ayant pas encore atteint les 30 ans, ce qui augmente considérablement la représentativité de cette tranche d'âge.
11 femmes et 3 hommes composent le groupe des participant.e.s. Les intervenant.e.s sont pour leur part majoritairement des hommes : 5 hommes et 3 femmes. Ces quelques chiffres quant à la composition sexuée du groupe tendent à montrer la « division sexuée du travail social »[13]. En effet, les secteurs du travail social restent marqués par les inégalités de genre[14]. L'inversion du nombre d'hommes chez les intervenant.e.s tend à montrer une inégalité entre ceux/celles qui font le travail social et ceux/celles qui le pensent. Même si, les intervenant.e.s pour la majorité font un travail social de terrain comme les participant.e.s.
Nous sommes majoritairement « Blanc.he.s ». Chez les participant.e.s, une personne est d'origine marocaine, née en France de parents nés au Maroc. Le père immigre en France dans les années 1970 pour travailler. Sa famille le rejoindra quelques années plus tard par la voie du regroupement familial. Une autre participante est « métissée » : son père est né à la Réunion et est « non-blanc ».
Les intervenant.e.s, quant à eux/elles, sont tou.te.s « Blanc.he.s ». Ici, on peut effectivement faire le lien avec les constats d'études portant sur les phénomènes discriminatoires et les dynamiques de hiérarchisation dans l'intervention sociale. Manuel Boucher explique également que « les personnes d'origine étrangère, des DOM-TOM ou issues de l'immigration sont en effet constamment sous-représentées dans les emplois classiques du champ social, ou bien elles y occupent des postes sous-qualifiés, ou encore elles sont cantonnées dans des positions de « faisant fonction », c'est-à-dire de personnels employés sans disposer des qualifications professionnelles reconnues dans le secteur d'activité des professions sociales[15].
On peut noter que les participantes « non blanches » sont dans un processus d'ascension sociale (étudiante en Master de Sociologie et progression professionnelle pour l'autre).

---

[12]Cette note a été produite lors d'un regroupement le 14 octobre 2017.

[13] Marc Bessin, « Parcours de vie et temporalités biographiques : quelques éléments de problématique », *Informations sociales*, 2009/6 (n° 156), p. 12-21.

[14] « 91 % d'assistantes sociales, près de 70 % de femmes dans les métiers de l'animation, entre 65 % et 68 % chez les moniteurs-éducateurs et 78 % dans les missions locales d'insertion. Pour les métiers plus singulièrement impliqués dans la prise en charge des enfants ou des personnes âgées, la part des femmes est encore plus évidente : elles représentent 99 % des aides à domicile, 100 % des techniciennes de l'intervention sociale et familiale, et près de 98 % des conseillères en économie sociale et familiale » (Bessin, 2009) – Chiffres pour 2000 (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) et 1999 (Délégation interministérielle à l'insertion des jeunes).

[15] Manuel Boucher, « La question ethnique, l'intervention sociale et la laïcité. Les enjeux des discriminations raciales dans le travail social », *Connexions*, 2005/1 (n° 83), p. 99-114.

Les origines sociales des participant.e.s sont diverses (ouvrier, artisan, commerçant, agriculteur, cadre intellectuel supérieur). Le spectre est large et va de la classe ouvrière et populaire à la petite bourgeoisie et bourgeoisie. Toutefois les participant.e.s provenant de la classe ouvrière constituent le noyau le plus important.

Des tensions entre différents milieux sociaux apparaissent dans les trajectoires générationnelles des participant.e.s : des parents vis-à-vis des grands-parents ou entre les parents eux-mêmes. De même, nous remarquons que nos trajectoires sociales sont toutes marquées par des clivages sociaux ou des « tensions » dans les différentes sphères sociale (au sein de la famille, de l'école, des amitiés) qui nous ont confrontées directement aux inégalités sociales.
Aujourd'hui, il existe des écarts socio-économiques importants entre les participant.e.s : les plus dotés économiquement à la base (par leurs parents) sont aujourd'hui ceux les plus dotés en capital économique avec une fonction sociale plus importante que les autres qui, majoritairement sont employé.e.s dans le secteur de l'animation de l'éducation populaire avec un capital culturel important mais des revenus bas.

Ce qui nous rapproche dans nos parcours

La première chose qui nous a frappées, c'est ce qu'on a appelé les « tensions » entre deux milieux sociaux dans le parcours des participant.e.s. Chacun.e de nous a côtoyé deux milieux sociaux, deux mondes sociaux qui parfois s'opposaient. C'est dans cette tension que nous avons été confronté.e.s aux inégalités sociales et à ce qui en découle : les injustices sociales.

> « La mère de ma copine me rabâchait « on ne mélange pas les torchons et les serviettes ». Je ne comprenais pas. J'ai compris plus tard qu'elle parlait de distinctions sociales : ma copine était de classe populaire tandis que j'étais dans un immeuble plus huppé. ». « Je suis ensuite allée dans une école Freinet (= pédagogie affective). Je me retrouve avec des bourgeois de gauche, je deviens le torchon, la prolo de l'école. Fille de militaire, ça ne veut rien dire. Je suis allée jusqu'au bac alors qu'aucune de mes copines du quartier ne sont allées jusque-là. Les copains du lycée Freinet avaient des maisons incroyables, elles faisaient toutes du piano et de la danse classique. J'ai laissé tomber mes petits copains (amoureux) du quartier. A partir de là, j'ai fréquenté des amoureux de la classe supérieure».

Pour certains, l'école a joué un rôle en tant que support de sociabilités :

> « Ado, au décès de mon père, je change et je redouble ma 5° mais j'ai de nouveaux amis. Je fais le choix de quitter le quartier en termes d'amitié. J'ai une amie d'une classe très aisée. Je passe sous un pont pour aller chez elle ; ce pont c'était comme une frontière. Je vois alors une vraie différence entre les riches et les pauvres ».

Certain.e.s ont connu le déclassement social des parents - ou la peur de celui-ci - :

> « Dans un collège bourgeois, j'ai découvert des grands bourgeois prétentieux beaucoup plus riches que moi qui avaient l'aplomb et l'assurance que je retrouve aujourd'hui chez les dominants dans les rapports sociaux. Mon père était un petit patron (une dizaine de salariés) mais quand j'avais 16-17 ans, j'ai découvert les difficultés de l'entreprise puis le chômage puis la reconversion de mon père. »

D'autres ont connu une forte ascension des parents. Et puis il y a celles et ceux qui ont été éduqués sous les aspirations des parents à s'élever socialement et les chances objectives – contraintes et réduites – d'y parvenir (Bourdieu).

Certain.e.s ont été confronté.e.s aux humiliations et à la honte sociales et d'autres aux regards stigmatisant, les éloignant peu à peu de l'école :

> « A l'école on me juge comme ayant une « réflexion molle ». J'ai beaucoup de conflit avec les enseignants. Jusqu'en 4° : je refuse psychologiquement l'école. Je faisais de l'hypersomnie, j'arrête l'école et je prends des cours par correspondance ».

La majorité d'entre nous a été socialisée *via* des valeurs et modèles familiaux issus de traditions religieuses (majoritairement catholiques) et/ou politiques. En ce sens, l'importance des grands-parents dans cette socialisation n'est pas à négliger pour une grande partie du groupe. D'ailleurs, les figures de références invoquées illustrent bien ces modèles desquels nous avons pu être imprégnés : « Jésus et Zorro » ou encore « Gandhi et Jésus » !
De ces modèles et références familiales, certain.e.s ont voulu s'en dissocier tout en continuant à porter un certain nombre de valeurs politiques fortes :

> « Mon père étant jeune était au Parti Communiste. Quand j'allais chez ma grand-mère j'étais « le fils du bolcho ». L'année de la seconde était celle de la rupture avec ma famille, j'ai vécu dans des squats, j'ai commencé à m'impliquer dans les CEMEA vers l'âge de 17 ans, je retrouvais les valeurs défendues. Les confrontations aux injustices sociales : dans la galère on la voit tous les jours ».

> « Je continue à aller à l'aumônerie du lycée : un jour, j'entends les infos et change du tout au tout : « Ni Dieu Ni Maître ». Je rejoins un groupe anarchiste sur Beauvais, deviens antimilitariste, anti-nucléaire. Ça a continué jusqu'aux premières années de fac. À 18 ans, je ne voulais pas m'inscrire sur les listes électorales. Ma mère joue la corde sensible «fais le pour ton père ».

Evidemment, nos trajectoires, nos socialisations comportent également des éléments et événements spécifiques, distincts qui ont fait également ce que nous sommes. Il nous a donc été permis de nuancer ces points communs sur différents points.

L'une des premières choses est que, effectivement, nos familles nous ont transmis un certain nombre de valeurs religieuses, mais en approfondissant et détaillant nos souvenirs, il fallait se rendre à l'évidence : *le groupe est tiraillé entre celles et ceux à qui on a transmis des valeurs méritocratiques quand pour d'autres, l'humanisme a prévalu ; la charité envers les plus pauvres pour certain.e.s et plutôt des valeurs de solidarité et de justice sociale pour d'autres.*

Aussi, si l'ensemble des participant.e.s a perçu les inégalités et les injustices sociales dans sa trajectoire nous nous distinguons : il y a celles et ceux qui ont subi les oppressions de classes, se sont retrouvés en position de dominés socialement et celles et ceux qui étaient à la place des privilégiés.

Aussi, certaines personnes d'entre nous ont été confrontées à des formes d'oppressions et de dominations spécifiques de par leur place dans les rapports sociaux de sexe, de race. Cela fait partie des différences dans nos vécus.
Avec une majorité de femmes dans le groupe, le sexisme n'a pas épargné nos parcours :

> « Sexisme au sein de ma famille : mon oncle avait 2 garçons et nous les filles devions restées dans le cadre. Ma grand-mère préférait son fils. Ma mère l'a ressenti. Injustices au niveau vestimentaire ».

Au-delà du sexisme, certaines d'entre nous ont subi des violences sexuelles :

« Au collège, on aurait dit que les gars disposaient de nos corps comme ils voulaient. Je l'ai vécu dans ma chair. En 3e, une fille, qui a été ma copine en 6e, a été violée par plusieurs garçons. Cela se savait, personne n'a rien fait, n'a rien dit. Moi-même, j'ai rien fait, rien dit. Ça m'a marqué. »

Avec une majorité de « Blanc.he.s » composant le groupe, le racisme vécu n'a pas été évoqué particulièrement. Toutefois, certain.e.s des participant.e.s, de par leurs fréquentations et sociabilités, ont pris conscience très tôt de ces inégalités, des discriminations et du racisme.

Enfin, quels sont nos rapports et liens avec les quartiers et/ou catégories populaires pour nous investir dans cette recherche-action ?
Une grande partie du groupe provient des classes populaires. Certain.e.s ont grandi dans un quartier populaire ou à proximité, d'autres à la campagne avec une certaine mixité sociale. Il y a celles et ceux qui rencontrent très tôt les classes populaires/défavorisés et se confrontent aux inégalités et aux injustices sociales. Et puis, celles et ceux qui les rencontrent par le biais du militantisme (et/ou bénévolat)… Avant que ça ne devienne un travail.

Théâtre de l'Opprimé : mise en image du conflit

C - Les attentes et les apports de la recherche-action[16]

Par Aline Dekervel, Laurence Lesueur et Xavier Desjonquères.

Au commencement de la recherche-action, nous avons confronté nos attentes. Elles semblaient similaires.

Nous, qui sommes professionnels, bénévoles, militants, attendons d'être au clair sur notre place dans les rapports sociaux, de domination. Nous cherchons à prendre du recul sur nos pratiques auprès des classes populaires et de « lever le nez du guidon ». Nous cherchons des outils pour renouveler les pratiques d'éducation populaire dans lesquelles les habitants prennent toute leur place.
Notre idée c'est que les habitants ne soient plus seulement acteurs mais aussi auteurs des démarches collectives dans les quartiers et réfléchir aux manières de favoriser la mobilisation collective des habitants.
Nous cherchons à faire reconnaître ce type de démarches auprès des financeurs et réduire le décalage entre la Politique de la Ville et la réalité du terrain. Mais au-delà, quelques-uns d'entre nous cherchent à s'outiller pour pouvoir influer sur les politiques publiques dans les quartiers et pour faire face à certaines pratiques des pouvoirs institutionnels.

Nous apportons nos expériences, qu'elles soient professionnelles et/ou militantes, mais aussi notre connaissance du terrain. Nous voulons partager nos expériences, nos questionnements, nous voulons en témoigner. Cela peut contribuer au renouvellement des pratiques et au changement du comportement des institutions (injonctions, non prise en compte des attentes et de la culture des gens).

A travers cette recherche-action, nous souhaitons bénéficier du croisement d'expériences diverses, de compléments de formation théorique (sociologie, sciences politiques, histoire, travail sur soi) utiles aux questionnements et au renouvellement des pratiques. C'est aussi une occasion de réflexion collective, de prise de recul sur nos postures professionnelles et militantes pour tendre vers l'émancipation des habitants des quartiers populaires.

Nous intervenons toutes et tous dans les quartiers populaires et/ou auprès des classes populaires *via* la médiation culturelle autour du livre, l'animation d'espaces de paroles d'habitants (Centres sociaux, Maison de quartier, médias participatifs, table de quartier, Conseils citoyens), étudiants (sociologie, travail social) et militants politiques, enseignant en lycée professionnel, militants syndicaux dans le champ de l'éducation, projets coopératifs de jeunes, réseaux d'éducation populaire. Nous pensons, à mi-parcours, que des liens entre ces activités et la recherche-action peuvent porter sur la prise de parole et la mobilisation des gens vers une action collective à travers des outils, le rapport entre les institutions et les quartiers populaires et notre place là-dedans, un effort d'éclaircissement sur les rapports sociaux.

Nous savons que nos postures se trouvent face à plusieurs questionnements et nous arrivons en formation-recherche-action avec ceux-ci :

- Sommes-nous alliés du système de domination ?
- Sommes-nous dans l'instrumentalisation ?

[16] Cette note a été produite lors d'un regroupement le 14 octobre 2017.

- Sommes-nous dans le mépris de classe ?
- Comment ne pas faire à la place des gens ?
- Comment se comporter face à la désillusion ?
- Faut-il faire croire aux gens que la Politique de la Ville va changer quelque chose pour eux ?
- Comment ne pas rentrer dans les cases des financeurs et dans la logique administrative : vision caricaturale des quartiers populaires, faire du chiffre au lieu de la qualité, mépris et désengagement des pouvoirs publics à l'égard des acteurs locaux et des gens?
- Comment ne pas rentrer dans le jeu de la concurrence ?
- Comment faire face aux injonctions, à la menace de la pression sur les subventions ?
- Comment continuer à travailler dans la durée avec une insuffisance de moyens humains et contre la temporalité des financements ?
- Comment mieux travailler ensemble (échanges et partage entre acteurs locaux) ?
- L'action contribuerait-elle à changer le système de reproduction sociale ?

Théâtre de l'Opprimé : mise en image du conflit

2 – Renouveler le travail social et l'éducation populaire : quelles perspectives aujourd'hui ?

A - Le courant de l'action-recherche matérialiste : entre sociologie, éducation populaire et lutte pour l'égalité (classe, « race », sexe) dans les quartiers populaires

Par Jessy Cormont,

Après notre intervention[17], il nous a été demandé de présenter P.H.A.R.E. pour l'Egalité[18] et le courant de l'action-recherche matérialiste dans lequel nous nous inscrivons. L'aventure de P.H.A.R.E. pour l'Egalité a commencé en 2005 quand nous étions institutionnellement liés à une école de travailleur·euses sociaux. C'est autour de Saïd Bouamama[19], sociologue et figure historique des luttes des quartiers populaires et de l'immigration en France, que notre laboratoire s'est constitué. Notre pratique se fonde sur le courant de l'action-recherche matérialiste qu'il a fondé au fur et à mesure de ses expériences professionnelles et militantes dès les années 1970. L'action-recherche matérialiste s'appuie sur les acquis théoriques, éthiques et pratiques de la sociologie, de l'éducation populaire et du militantisme des luttes pour l'égalité. Nous sommes donc à la fois acteur·rices d'un courant, mais nous sommes surtout les héritier·es de plusieurs traditions d'occident et du tiers-monde qui ont forgé des outils intellectuels et pratiques pour comprendre ce monde inégalitaire et pour le transformer.

Qui sommes-nous ?

D'où parlons-nous : origines familiales, métier, engagements

Les membres de P.H.A.R.E. pour l'Egalité ont en commun trois ancrages. Nous sommes socialement 1) issu·es des classes populaires et ouvrières et/ou issu·es de l'immigration (coloniale ou non) (ce qui structure notre expérience de la domination, notre besoin de la penser et de la renverser), 2) sociologues développant le courant de l'action-recherche matérialiste, 3) militant·es des luttes des quartiers populaires et des immigrations. Ces trois ancrages ont des incidences sur nos expériences, nos propres sensibilités théoriques et politiques et sur nos pratiques professionnelles et militantes dans un monde structuré par les inégalités racistes, sexistes, âgistes et de classe. Dans la pratique de l'action-recherche matérialiste travailler l'incidence des rapports sociaux sur toute pratique est un point de départ. Il s'agit de prendre au sérieux les acquis de l'épistémologie critique des sciences et des théories des savoirs socialement situés, mais aussi des actions, des méthodes pédagogiques, des « techniques », qui ne sont jamais « neutres », ni scientifiquement, ni socialement, ni politiquement. Cela afin de renforcer un positionnement articulant rigueur scientifique et

[17] Jessy Cormont, « *Le courant de l'action-recherche matérialiste : entre sociologie, éducation populaire et lutte pour l'égalité (classe, « race », sexe) dans les quartiers populaires* », communication in cycle de formation et de recherche-action « Renouveler l'éducation populaire et le travail social dans les quartiers populaires », Amiens, décembre 2017.

[18] http://phare-pour-l·egalite.org Jessy.cormont@phare-pour-l·egalite.org

[19] Auteurs de nombreux ouvrages dont *Figures de la révolution africaine, De Kenyatta à Sankara*, La Découverte, 2014. *Les discriminations racistes : une arme de division massive*, Harmattan, 2010, *Les classes et quartiers populaires. Paupérisation, ethnicisation et discrimination,* Cygne, 2009, *De la galère à la citoyenneté. Les jeunes, la cité, la société,* Desclée de Brouwer, 1993. *Vers une nouvelle citoyenneté. Crise de la pensée laïque*, La Boîte de Pandore, 1991.

engagement[20]. Il s'agit également de questionner les effets de la position sociale des praticien·nes sur nos rapports aux enjeux de l'action-recherche, mais aussi aux gens pour qui et avec qui nous travaillons. Cela implique alors de penser les distances sociales et les proximités, les rapports de domination et d'alliances avec les « publics », notamment avec les habitant·es des quartiers populaires.

Avec qui travaillons-nous ?

Au niveau professionnel, nous travaillons à la fois avec les acteurs de 3ème rang en charge des politiques publiques, élu·es ou agents, des acteurs de 2nd rang qui travaillent en direction des « publics » ou sur certains enjeux (ex : travailleurs sociaux, de l'éducation populaire, de l'animation, avec des professionnels du secteur médico-social). Enfin, nous accompagnons les « 1er·es concerné·es » mobilisé·e·s contre des processus inégalitaires ou des injustices qu'ils/elles subissent directement : habitant·es des quartiers populaires et des immigrations, usager·es, associations ou collectifs d'habitant·es, etc. Cet accès à trois types d'acteurs et d'actrices, avec leurs réalités, leurs contraintes, leurs libertés, leurs savoirs sur le monde, alimente notre pratique, nos analyses, nos vigilances sur la fabrique du monde en cours. S'ajoutent à cela nos implications dans des espaces militants en dehors de notre champ d'action professionnel qui constituent aussi des espaces d'actions, de pensées et d'apprentissages pour nous. Quand la situation matérielle s'y prête, nous invitons tout type de praticien·nes (chercheur·euses, travailleur·es sociaux, animateurs, élu·es, etc.) à faire de même afin de multiplier un accès à différents « points de vues » sur le monde social et ainsi nourrir les analyses et les stratégies d'action.

Prendre en compte les besoins des acteurs, des compromis sans compromissions

Nos interventions visent à transformer le réel. Nous devons prendre en compte ce que les « commanditaires » veulent mais aussi peuvent faire. Selon les contextes professionnels, les contraintes sont parfois importantes. Il s'agit de prendre en compte les contradictions existantes entre l'espace du souhaitable et l'espace des possibles. Notre rôle n'est ni de proposer des orientations « idéalistes » mais irréalisables, ni de passer d'une logique de compromis acceptable, à celle d'une compromission inacceptable. Il nous arrive donc de répondre défavorablement à des demandes d'intervention qui sont en contradiction avec les intérêts sociaux des 1er·es concerné·es[21].

Nos espaces professionnels sont insuffisants pour changer le monde

Quoi qu'il en soit, du fait même de l'existence de différents niveaux de contraintes pesant sur les espaces professionnels, l'analyse matérialiste nous amène à penser qu'on ne peut pas changer le monde dans et par le cadre professionnel. Pas dans la société dans laquelle nous vivons. Nombreux sont les acteur·e-s qui étouffent dans leurs métiers, qui sont déchiré·es entre ce à quoi ils/elles participent et ce à quoi ils/elles croient éthiquement et politiquement.

---

[20] Voir Jessy Cormont, « Le courant de l'action-recherche matérialiste en sociologie. Choisir ses méthodes et son camp », dossier : Sur la recherche en éducation permanente / populaire, in *Contributions au débat*, n°5, Collectif Formation et Société et Labocoop, Bruxelles, 2015, et
Saïd Bouamama (sous dir.), Jessy Cormont, & *alii*., *La République à l'École des sans papiers : Trajectoires et devenir de sans-papiers régularisés,* Comité des Sans-Papiers 59, Immigration et Droits des Migrants, Collectif Afrique, l'Harmattan, Paris, 2009.

[21] Ex : renforcement de la stigmatisation, des discriminations, des inégalités, données pouvant servir des stratégies managériales.

Bien souvent, ils/elles sont resté·es emprisonné·es dans une croyance en une « stratégie de changement de l'intérieur ». C'est pourquoi l'action-recherche matérialiste affirme la nécessité de l'engagement militant (et bénévole) en dehors du travail. Mais il y a également d'autres raisons.

De la nécessité de militer en dehors de sa pratique professionnelle

Ségrégation, distance sociale avec la réalité

Un « jeune » de quartier nous disait : « *dis- moi qui tu fréquentes, je te dirais qui tu es* ». Ce matérialisme populaire met en garde contre les risques d'éloignement avec la réalité matérielle de nombreux professionnel·les. Il s'agit ici d'être lucide sur nos déterminations sociales qui conduisent à ne plus percevoir les personnes véritables mais seulement leur reflet. Inévitablement, les fractures inégalitaires et les processus de ségrégations nous pousseront petit à petit toujours plus loin des dominé·es. La seule possibilité est donc l'adoption de mesures concrètes contraignant à combattre le décalage social produit systémiquement.

Maintenir un ancrage aux côtés des quartiers

Il est nécessaire de maintenir un ancrage populaire pour préserver une intériorité sociale et politique. Il va de soi que pour nous cette (relative) intériorité est aussi une condition pour que notre sociologie de l'action-recherche matérialiste ne finisse pas par être déconnectée. Ce sont aussi dans les endroits de luttes que nous perdons nos privilèges de « rang » ou de métiers, quand les dominé·es rappellent au réel de la violence inégalitaire et des contradictions ou complicités des espaces professionnels avec l'oppression.

À propos de l'économie politique de la domination

Enfin, si il est tout à fait légitime de gagner sa croûte en travaillant, il n'est pas concevable d'affirmer « *militer par le travail* » quand nous participons directement d'une économie politique de la domination sociale qui donne de la main gauche du système (« solidaire » ou charitable) ce qu'elle reprend au centième et avec violence de la main droite (répressive et voleuse) au profit des classes dominantes. Et parce que nous prenons au sérieux celles et ceux qui dénoncent que : « *les discriminations (ou la misère) nous la vivons, vous en vivez* ». Non sans ironie et lucidité, ils/elles cernent l'ambigüité des classes d'encadrement (« les classes moyennes », et autres professions de « l'aide » humanitaire ou sociale) qui, d'un point de vue historique et structurel en « aidant » les dominé·es se sont souvent surtout aidé·es eux/elles-mêmes.

Pratiques militantes

Dette, don et contre-don vis-à-vis des dominé·es

En conséquence de cette économie politique, des conclusions s'imposent. La première est de reconnaître que nous sommes endetté·es dans le sens de Marcel Mauss[22]. Endetté·es par nos propres familles mais aussi par toutes les générations précédentes de dominé·es qui se sont battu·es avant nous et à qui l'ont doit tant de choses. Le premier remboursement de notre dette est un versement régulier d'une partie de notre budget professionnel au financement

[22] Avec sa théorie du don et contre-don (donner, rendre et recevoir) et de l'économie politique de la solidarité et du faire société : Marcel Mauss, Essai sur le don, in *L'année sociologique,* nouvelle série, 1, 1925.

(sans contrepartie) des luttes militantes et autonomes des quartiers populaires et des immigrations qui résistent à la domination. La seconde manière de rendre consiste en une implication militante dans les luttes sociales. Notre militantisme prend alors deux formes dans deux espaces distincts : le collectif Manouchian et les luttes de l'immigration et des quartiers populaires.

Le collectif Manouchian use du savoir de façon militante. Il s'agit alors de rendre accessible à la fois au grand public et aux chercheurs des définitions clés de mots ou concepts qui, soit renforcent les dominations, soit renforcent les émancipations. « *Il n'y a pas pour les membres de ce collectif de connaissances qui ne soient situées, ni de subjectivité qui pourrait se prétendre au-dessus de la mêlée des affrontements sociaux. Tant que subsiste la domination, il n'existe pas de tierce position qui ne se situe soit du côté des dominants, soit du côté des dominés. Les luttes sociales se menant également dans la sphère des idées, chacun est inévitablement sommé de choisir son camp ; ainsi, le fait de refuser de choisir un camp, ou de se prétendre extérieur aux batailles en cours est en soi un positionnement, un choix* ». Notre engagement au travers de ce collectif passe également par la réalisation d'action-recherche militante (bénévoles) pour des collectifs (militants)[23].

Le second espace d'implication militante au sein des luttes des quartiers populaires se réalise dans des formes de luttes plus traditionnelles. Sans détailler tout le répertoire d'action des milieux militants, il s'agit aussi d'éviter de s'engager uniquement dans les formes de l'intervention sociologique au risque de rejouer des rapports de domination inscrits dans la division sociale du travail militant (classée, genrée, racisée).

La praxis : refuser l'opposition binaire théorie et pratique, entre recherche et engagement

L'action-recherche matérialiste refuse le principe de séparation entre la théorie et la pratique, l'analyse et l'action, le travail manuel et le travail intellectuel. Il y a certes des distinctions, mais pas d'oppositions. Nous y voyons surtout des liens fertiles devant nécessairement s'alimenter et qui parfois ne sont pas séparés et forment un tout. Nous y voyons également un point d'appui pour les personnes souhaitant renforcer leur capacité d'analyse et d'action. Un·e ouvrie·re en tant que praticien·ne est déjà porteur de savoirs intellectuels sur sa propre condition. Si, en plus de cela, il/elle dispose de temps et de cadres sociaux pour produire du savoir intellectuel sociologique sur sa condition, nous estimons que le savoir produit aura une teneur qualitative d'une grande valeur. C'est aussi pour cela que nous accordons une valeur primordiale aux savoirs populaires et aux savoirs des premier-es concerné·es (avec ou sans diplôme). De même, si un·e chercheur·e apprend à être un observateur de la vie des autres mais qu'il·elle garde un pied dans l'action, cela nourrira aussi sa compréhension du réel. C'est pour cela que pour nous, le courant de l'action-recherche consiste à être soi-même dans l'analyse et dans l'action. Elles se nourrissent l'une de l'autre.

Plus que cela, toute analyse a des conséquences pratiques. Toute pratique repose sur une vision du monde avec ses soubassements théoriques, idéologiques, et politiques structurés par un (ou plusieurs) système de valeurs. Enfin, toute pratique (et toute théorie) porte en germe une société en devenir. Le concept de praxis synthétise cela : une praxis est l'alliance entre pratique, valeur et théorie formant un tout. La praxis insiste donc aussi sur le rôle des valeurs

[23] *Droit au logement pour tous. Combattre contre les discriminations racistes* 2015, *La République à l'École des sans papiers,* Harmattan, 2009,

dans toute pratique et toute théorie. Il n'y a pas de théories ou de pratiques « neutres ». Si la neutralité n'existe pas, il faut pouvoir travailler ses prises de positions à la fois scientifiques, pratiques et politiques. Toute théorie engage un point de vue, des valeurs, elle engage une forme de subjectivité qu'il faut conscientiser, travailler puis assumer. Nous sommes dans une tension permanente entre la volonté d'élaborer une analyse objective, et le fait que, dès que nous posons un regard sur une réalité, nous contribuons à la déformer. Il y a une tension permanente entre un souci d'objectivation du réel et le poids de notre subjectivité (qui est à la fois un frein pour être objectif et à la fois un point d'appui et un moteur au travail d'objectivation). Nous avions résumé ce dilemme en disant que quand nous souhaitons agir (par la pratique de la recherche, du militantisme, de l'animation, du travail social, de l'éducation populaire, de l'art, etc.) il faut choisir des méthodes et des techniques, mais il faut aussi choisir le monde que l'on souhaite et, politiquement, choisir son camp.

L'action-recherche matérialiste part de l'action (du réel et de ses besoins), pour remonter vers un travail d'analyse et d'élaboration théorique à visée pratique, pour revenir à l'action. Nous devrions en fait parler d'action-recherche-action. Surtout, l'action-recherche matérialiste vise, par l'analyse et l'action, la remise en cause des rapports sociaux de domination et d'inégalité pour contribuer à l'égalité et à l'émancipation. Notre courant part alors des conditions matérielles d'existence pour expliquer les faits sociaux, économiques, culturels, psychologiques ; reconnaissant de fait l'existence des inégalités, discriminations, dominations des rapports sociaux (classe, race, sexe, âge) à la fois pluriels, autonomes et interdépendants (consubstantiels), et enfin des systèmes sociaux (historiquement constitués et en évolution constante) desquels ils proviennent.

Les formes d'intervention ou la méthodologie peuvent varier en fonction des nécessités du terrain[24]. Sans être exhaustif, illustrons notre pratique qui se réalise dans des contextes différents, aux attentes variées, et aux contraintes et libertés inégales. Quasiment toutes nos pratiques relèvent de l'action-recherche, mais toutes ne relèvent pas d'un travail de « recherche » tel qu'on l'entend par « recherche sociologique » aboutissant notamment sur une production écrite. En voici quelques exemples ci-après.

Recherche ou diagnostic en contexte institutionnel

Dans les recherches ou diagnostics pour des acteurs en charge de politiques publiques[25], nous mobilisons les méthodes *« classiques »* des sciences sociales[26]. Il s'agit de rassembler un maximum de faisceaux de preuves permettant d'objectiver (le plus possible) l'état du réel avec toutes les limites et prudences méthodologiques et épistémologiques. Dans ces contextes, notre pratique implique d'être vigilant :

- à diversifier *l'espace des points de vue représentés* en s'assurant que soient inclus·e·s des habitant·es et professionnel·le·s de terrain afin d'éviter que l'enquête ne finisse par adopter le point de vue de l'institution sur elle-même ;

[24] Recherche, diagnostic, formation, analyse des pratiques, accompagnement de politiques publiques, groupe de paroles et d'analyse populaire, aide à l'écriture, « *porte plûmes* », atelier d'(auto)éducation populaire, techniques pédagogiques (rap, théâtre de l'opprimé, jeux de rôles, chansons populaires, collage-découpage, photo langage, journal de quartier,).

[25] Jessy Cormont, *Pour une politique d'égalité (classe, race, sexe) en santé*, 2013, Saïd Bouamama, Jessy Cormont, Yvon Fotia, *Les discriminations racistes et sexistes*, 2006, 2008, 2010.

[26] Entretien individuel et collectif, groupe focus, statistiques, archives et littérature scientifique ou institutionnelle, analyses des médias, etc.

- en soumettant (autant que faire se peut) nos travaux aux premier-es concerné·es : présence dans les instances de travail et/ou de décision, restitution publique pour « rendre des comptes »).

Des formations

Dans le cadre des formations, il s'agit de faciliter l'accès aux acquis des sciences humaines et sociales, mais aussi de s'appuyer sur les savoirs des premier·es concerné·es. Si pédagogiquement, le processus peut être descendant et transmissif parce que les commanditaires nous le demandent (besoin d'apports de contenus, de « cadrage »), il peut être ascendant en partant des savoirs et expériences situés des « stagiaires » pour fabriquer (ou renforcer) des savoirs stratégiques collectifs ou collectivisés.

Groupes de paroles et d'analyses populaires

Dans les groupes de paroles et d'analyses populaires, il s'agit de prendre au sérieux le fait que les savoirs populaires existent et que « *la théorie doit être récupérée par tout le monde, ne serait-ce que parce que tout le monde en fait, qu'on s'en rende compte ou non.* »[27]. Cela implique d'accompagner des acteurs et actrices à faire émerger, à confirmer, légitimer, formaliser leur propre savoir social sur leur réalité, sur les injustices qu'ils/elles subissent, et sur les leviers de transformation et d'action qu'ils et elles identifient[28].

L'aide à l'écriture des premier-es concerné·es

Notre rôle peut prendre la forme d'une aide à l'écriture par les premier-es concerné·es eux/elles-mêmes, mais sans aucune participation à l'écriture de notre part[29]. En apparence plus simple, en réalité l'auto-écriture est la plus soumise aux déterminants sociaux, à l'autocensure, et au sentiment d'illégitimité sociale.

Les enquêtes populaires

S'inspirant de la pratique de l'enquête ouvrière telle que l'a élaborée Karl Marx, puis telle que pratiquée par les mouvements d'éducation populaire et les mouvements de jeunesse. Il ne s'agit pas ici de dispositif de recherche « académique » lourd, mais de réaliser des démarches d'enquêtes citoyennes, relativement réalisables, par des non « expert·es » de la recherche. Par exemple en réalisant une enquête populaire sur le langage en mélangeant réalisation d'entretien, atelier d'expression artistiques, et animation de débat de rue avec Culture et Liberté qui est un mouvement d'éducation populaire. Ou en accompagnement des acteurs du mouvement hip hop à réaliser un spectacle (rap, théâtre, danse, vidéo) avec des adolescent·es sur la mémoire ouvrière et immigrée de leur propre famille de mineurs.

Les action-recherches populaires

Les actions-recherches populaires, pour nous, ont pour terrain les classes populaires et leurs enjeux, visent à renforcer le pouvoir de comprendre et le pouvoir d'agir des classes populaires

---

[27] Christine Delphy, *« Un féminisme matérialiste est possible »*, *Revue Nouvelles Questions Féministes*, n°4, automne 1982.

[28] Ex : Jessy Cormont, *Appui à l'analyse collective de locataire HLM en quartier populaire*, 2015 ; Saïd Bouamama, *Femmes des quartiers populaires, en résistance contre les discriminations,* 2013.

[29] Article 1er*, Un jour pays des droits de l'homme,* Le geai bleu, 2009.

et impliquent comme producteurs de savoir et d'action les classes populaires elles-mêmes. Ce qui implique que les chercheur·euses soient eux·elles-mêmes originaires de classes populaires. Quand l'équipe de P.H.A.R.E. pour l'Egalite réalise des actions-recherches avec des couches moyennes, il ne s'agit pas pour nous d'action-recherche populaire, mais simplement d'action-recherche[30].

Donnons quelques exemples. Deux recherches populaires ont ainsi été réalisées avec l'association des mineurs et anciens mineurs marocains[31]. Il s'agissait d'écrire une histoire en condition ouvrière et immigrée postcoloniale. Ces recherches ont été réalisées sous le contrôle politique des mineurs marocains eux-mêmes et sous le contrôle scientifique des chercheurs. La réalisation de l'enquête a impliqué les militant·es de l'AMMN[32] (mineurs ou femmes de mineurs), et leurs enfants qui ont réalisé les entretiens individuels, quand les chercheurs ont réalisé les entretiens collectifs d'analyses stratégiques, ainsi que l'écriture des livres.

Nous avons réalisé trois autres recherches populaires pour le comité des sans papiers 59 sous la direction scientifique de sociologues mais sous le contrôle politique du CSP59. Le contrôle du savoir produit a aussi été possible en impliquant dans le processus de production du savoir et donc dans le groupe de chercheur·euses, des militant·es soutiens aux sans papiers, mais aussi et surtout des sans papiers et des sans papiers régularisés. Le fait que parmi les militant·es soutiens et les chercheur·euses militant·es plusieurs étaient eux·elles-mêmes issu es des immigrations et plus particulièrement issu es de l'immigration coloniale participent d'une recherche volontairement située.

Enfin, la dernière recherche populaire sur laquelle P.H.A.R.E. pour l'Egalité est impliquée s'intitule « *Nous, les héritier-es de la classe ouvrière des mines et des immigrations* ». Là encore il s'agit de coproduire une recherche avec des habitant·es de quartier populaire issu es de l'immigration algérienne réalisant une partie du travail de recherche (entretien semi-directif, groupe focus, collecte d'archives, actions socioculturelles au service de la mémoire, etc.). Des citoyen·nes sont donc chercheur·es de leur propre histoire. Dans cette recherche, une partie porte également sur les familles des sociologues eux-mêmes issus de cette histoire ouvrière des mines et des immigrations (algériennes et polonaises).

Le courant de l'action-recherche matérialiste invite donc les chercheur·euses et praticien·nes à réaliser des action-recherches en incluant un repositionnement de leur propre trajectoire sociale, non plus en cherchant « la bonne distance » avec l'enjeu, l'objet, le « public », mais en cherchant la « bonne proximité » et « la bonne alliance » en cherchant à éviter à la fois la distanciation mais aussi des phénomènes de confiscation de la parole, d'imposition sociale des savoirs, ou d'éloignement avec les intérêts sociaux des premier·es concerné·es. Si l'enjeu est grand, ce n'est pas simple, mais pas impossible.

---

[30] Saïd Bouamama, Jessy Cormont , Yvon Fotia et des travailleur·euses sociaux, *Les nouvelles réalités de la prostitution : mondialisation des origines, hétérogénéité des parcours et processus identitaire*, Amical du Nid, Réseau Accueil Insertion Hérault, Altaïr, Union Européenne, Programme EQUAL « se reconstruire et s'insérer », Paris et Montpellier, 2008.

[31] Saïd Bouamama et Jessy Cormont, *Du bled aux corons, un rêve trahi, AMMN, Dechy,* 2008, et Saïd Bouamama et Jessy Cormont, *De la tête baissée à la conquête de la dignité, AMMN, Dechy,* 2008,

[32] Association des Mineurs et anciens Mineurs du Nord-Pas-de-Calais.

Action-recherche matérialiste et ses liens avec l'éducation populaire, quelques principes[33]

Pour nous, l'éducation populaire doit être un lieu où l'on aborde les difficultés du quotidien, les injustices que l'on vit ; un lieu où sont construits des espaces de sensibilisation aux enjeux inégalitaires, d'analyse du fonctionnement de la société, d'expression des colères et des espoirs, des espaces où l'on peut analyser nos propres vécus et travailler collectivement ce qui nous cause autant de problèmes. Il faut recréer des espaces de partage d'expérience et d'expression collective de ce qui ne va pas afin de permettre aux personnes (individuellement et collectivement) de se mettre debout, de comprendre ce qu'il se passe et de se redonner du baume au cœur pour passer à l'ouvrage. De nouveau, émerge aujourd'hui le besoin d'une éducation populaire (et d'une recherche sociologique ?) à l'écoute des inégalités vécues et renouant avec ses finalités d'émancipation collective et de transformation sociale. Il s'agit ici de rompre avec l'individualisation et l'isolement des dominé·es. Il s'agit également d'accompagner des collectifs à se réapproprier leur histoire, leur trajectoire, remettre du sens à leur trajectoire personnelle, percevoir qu'elle s'inscrit dans une histoire collective faite d'épreuves et d'injustices, mais aussi de dignité et de résistances. « *La domination demeure indéchiffrable si on ne parvient pas à la traduire en terme de vécu personnel. Parfois cette reconnaissance permet au monde du silence de prendre la parole. Alors, les discours peuvent finir par établir un lien, là où n'existait que de l'isolement. Chaque individu découvre qu'il n'est pas seul à subir des difficultés qu'il croyait uniques. […] La reconnaissance de cette oppression individuelle reste insuffisante, à moins de parvenir à un déplacement de cette expérience personnelle vers une analyse des dimensions structurelles de la domination* »[34].

Nourrir un processus d'éducation populaire : de la parole à l'action pour la transformation

Nous proposons ici quelques repères qui peuvent nourrir les processus d'action-recherche et d'éducation populaire pour l'égalité et contre les inégalités et les dominations :

1. **Parole et expression** :
    a. Créer des temps de sensibilisation à certaines thématiques vécues (y compris lorsque ces thématiques n'ont pas émergé spontanément, il peut y avoir un besoin social sans demande sociale formulée) ;
    b. Ouvrir de simples espaces de parole (individuels et/ou collectifs) ;
    c. Encourager l'expression individuelle des vécus, points de vue, mais aussi des colères et des espoirs, des volontés.
2. **Passage de l'individu au collectif** :
    a. Organiser l'échange au niveau collectif avec des personnes ayant une communauté d'expérience, une communauté de position (sexe, classe sociale, origine immigrée, âge), une communauté de condition et de vécu[35] (chômage, discrimination, problème de logement, d'accès aux droits, etc.) ;

[33] Pari issu notamment d'une formation-action : *Jessy Cormont, Ancrer les centres sociaux d'un ex-bastion ouvrier dans une démarche d'éducation populaire*, Rapport au Centre Communal d'Action Sociale, Échirolles : P.H.A.R.E. pour l'Égalité, 2014.

[34] Danilo Martuccelli, *Dominations ordinaires. Explorations de la condition moderne,* Balland, 2001.

[35] Dans le champ de la santé, la communauté est un « *groupe de personnes, qui vivent souvent dans une zone géographique bien définie, partagent une culture, des valeurs et des normes, et ont une place dans une structure sociale […]. Les membres d'une communauté acquièrent leur identité personnelle et sociale en partageant des convictions, des valeurs et des normes […]. Ils sont dans une certaine mesure conscients de leur identité de groupe, ont des besoins communs et souhaitent les*

b. Le fait d'échanger collectivement facilite la prise de conscience que nous ne sommes pas seuls à vivre ces difficultés. Le problème n'était donc pas dû à une défaillance personnelle, mais bien le résultat de facteurs collectifs, structurels, sociaux.

3. **Relier les vécus personnels à l'analyse des causes structurelles** :
   a. Organiser la recherche des origines sociales, économiques, politiques et historiques des problèmes ;
   b. De mettre des « *mots sur les maux* » et identification des causes structurelles et collectives de cette injustice vécue ;
   c. Identifier les différentes grilles de lecture et courants de pensée existants qui sont parfois contradictoires et parfois antagoniques (ex : les analyses et les solutions proposées par les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers font parfois d'autant moins « consensus » quand leurs intérêts sociaux sont clairement opposés, idem pour les racisé·es, les femmes, les LGBT, etc.)
4. **Faciliter l'organisation du passage de l'analyse à l'action collective** :
   a. Encourager l'expression des « volontés » (objectifs et revendications, mais aussi sur les moyens de faire et comment faire pour que ça change) ;
   b. Aider à l'organisation collective (mise à disposition de ressources, de contacts, d'outil d'organisation, etc.) pour transformer la situation en s'appuyant sur une stratégie et une tactique appropriées.

Soulignons que le processus d'éducation populaire passe par un ensemble de temps différents mais articulés :

- **Temps de sensibilisation** : ceux-ci sont souvent à l'initiative des intervenant·es (premier·es concerné·es ou non). En effet, en raison des processus entravant la prise de conscience d'injustices vécues, notre société actuelle ne favorise pas toujours l'émergence spontanée des besoins de compréhension, ni même l'identification que nous vivons ou subissons une injustice. Puisque nombre de personnes vivent des injustices sans parfois pouvoir les nommer comme telles, le rôle d'un·e intervenant·e est aussi d'initier, d'impulser des temps de sensibilisation aux processus inégalitaires pour les rendre visibles. On peut en effet subir des violences sociales, en subir les conséquences, sans toujours identifier qu'il s'agit d'une violence.
- **Temps d'information et partage de savoirs** : les temps d'information et de partage d'analyse sont aussi nécessaires même si ces temps sont « transmissifs ». Une personne ou plusieurs possèdent un savoir, des expériences, ou des connaissances qu'il est important de transmettre pour permettre à d'autres d'identifier dans leur propre vécu ces injustices. Ces personnes ressources peuvent être des professionnel·les spécialisées (ex : sociologue, historien, journaliste, juriste, etc.), des travailleurs sociaux ayant une expérience jugée pertinente, mais aussi des acteurs mobilisés partageant le même vécu que les habitant·es (syndicalistes, membres d'association de parents d'élèves, d'association d'habitant·es de quartier populaire, etc.).
- **Temps de partage de vécu et d'expérience** : contrairement au temps de sensibilisation ou d'information, les temps de partage de vécu doivent être centrés sur les premier·es personnes concerné·es. Dans ce cas, les « intervenant·es » aident à l'émergence de la parole, du vécu et de l'expérience des premier·es concerné·es. Le passage par le récit et l'anecdote vécue est déterminant dans ces espaces.

---

satisfaire.» (Nutbeam, D., (1999), « Santé communautaire », in *Glossaire de la promotion de la santé,* Organisation mondiale de la santé.).

- **Temps de production collective d'analyses** : ils peuvent être nourris par des personnes ressources extérieures au groupe, mais doivent reposer principalement aussi sur la production de savoir et d'analyse propre au groupe mobilisé. Ce temps visant le développement de l'esprit critique de chacun, il faut organiser un travail de déconstruction des idéologies dominantes, des préjugés et des idées reçues. Il s'agit également de « *trancher* » parmi les courants de pensées et les valeurs sous-jacentes aux différentes grilles d'analyse, afin que le groupe puisse « *prendre position* » contre le grille d'explication et les valeurs jugées opposées à celles défendues par le groupe, mais aussi pour pouvoir s'appuyer sur les analyses et les valeurs favorables aux intérêts sociaux des premier·es concerné·es. Ici le rôle des intervenant·es est de nourrir la réflexion critique tout en laissant la décision aux premier·es concerné·es.
-

Temps de décision pour l'action : à partir des volontés des premier·es concerné·es, il s'agit de :

- Formaliser les besoins, les demandes, les revendications, qui constituent les points d'appui pour la négociation d'un changement et de la transformation d'une situation jugée insatisfaisante par les premier·es concerné·es. Les personnes ressources extérieures au groupe peuvent être utiles, mais la décision doit revenir aux premier·es concerné·es.
- Explorer, analyser et choisir les moyens et les modes d'organisation de l'action collective susceptibles de créer un rapport de force pour peser sur un changement. Il s'agit ici de penser les questions tactiques et stratégiques.

Assumer des partis pris « pédagogiques»

Quels que soient les temps, les phases du processus, un certain nombre de partis pris « pédagogiques » doivent être posés dans une démarche d'éducation populaire (ce n'est pas nécessairement le cas pour les démarches de recherche en sociologie) :

- favoriser un cadre convivial, de chaleur humaine,
- le respect de l'expression des points de vue de chacun,
- insister sur le fait que tout savoir et point de vue n'est pas neutre et qu'il faut en conséquence être prudent sur toute prise de position et grille d'analyse
- la reconnaissance de la pluralité des savoirs, savoir-faire et des connaissances, notamment les savoirs populaires issus de l'expérience concrète.
- se donner comme objectif l'épanouissement individuel, l'explication voire la résolution de problèmes personnels, mais de manière articulée aux objectifs d'épanouissement et d'émancipation collective.
- Assumer le fait de ne pas vouloir « *gérer l'injustice* » ou la rendre supportable en trouvant des solutions minimalistes sans toucher au cadre global de la société qui produit l'injustice. Il s'agit bien d'oser se donner comme finalité l'émancipation et à la transformation sociale, ce qui passe par un refus clair et sans compromission des inégalités, des dominations, de l'exploitation, de l'oppression.
- S'opposer à toute approche moralisante quels que soient les points de discussion. Il faut toujours avoir une approche compréhensive des raisons pour lesquelles un individu agit de telle ou telle manière (y compris lorsque l'on est en désaccord).
- Remettre en cause les processus de sur-responsabilisation et de culpabilisation des dominé·es est primordial dans notre contexte actuel. Aujourd'hui parler de responsabilisation aboutit le plus souvent à pointer du doigt la responsabilité des

dominé·es, ayant peu de pouvoir social sur la société, et passer sous silence la responsabilité des acteurs qui sont en situation de décision et de pouvoir social.

- Partir du point de vue des dominé·es pour contribuer à la défense des intérêts sociaux des plus faibles ou affaiblis par l'injustice. Sur un sujet interrogeant la question du sexisme, il faut partir du point de vue des femmes, sur les sujets concernant la précarité du monde du travail, il faut partir du point de vue de la précarité et non pas de ceux qui bénéficient de la dérégulation du droit du travail, sur l'immigration il faut partir du point de vue des immigré·es, et non pas de ceux qui s'insurgent sur le « *problème de l'immigration* » en France, etc.
- Prendre le « *parti* » des dominé·es. Quel que soit l'enjeu abordé, il faut toujours pouvoir partir du vécu des dominé·es et comprendre ce qui les amène à prendre des décisions (contraintes) et à agir d'une certaine manière. Enfin, cela implique d'engager notre action collective pour faire valoir leurs propres aspirations et leurs intérêts sociaux en articulant cela aux visées d'égalité, de justice sociale et d'émancipation collective.

Conclusion

L'action-recherche matérialiste considère qu'il est incontournable de ne jamais perdre de vue ce qu'est la réalité des violences inégalitaires que font subir aux habitant·es des quartiers populaires le capitalisme, le racisme et le patriarcat. C'est pour cela qu'il est nécessaire de vivre et de lutter aux côtés de ceux/celles dont on partage tout ou partie des origines et/ou des conditions d'existence, et un positionnement social et politique commun : une colère et révolte contre les dominations, une insatiable faim d'égalité.

L'objectif est double : peser davantage sur les rapports de force, mais également nous alimenter, et recadrer sans cesse notre pratique et notre pensée professionnelle. S'il faut savoir choisir ses méthodes, il faut surtout choisir son camp. La recherche au service des dominant·es ou la recherche au service des dominé·es.

B - L'éducation populaire aujourd'hui : vers un nouveau paradigme professionnel et militant ?

Nicolas Brusadelli.

Dépositaires d'une notion vieille de plus d'un siècle, les acteurs des principaux mouvements d'« éducation populaire » peinent pourtant souvent à définir celle-ci. Et pour cause : la formule a abrité par le passé différents projets éducatifs, portés par des groupes sociaux en concurrence politique, si bien que les tentatives d'une histoire unifiée de l'éducation populaire ont souvent relevé de la construction mythique[36]. Aujourd'hui encore, à côté de ses acteurs « historiques » et après quelques décennies d'oubli relatif, l'éducation populaire fait un retour dans le débat public[37] tandis que de nouvelles pratiques qui s'en réclament voient le jour[38]. Pourquoi ce succès, non démenti à travers les âges ? Il est vrai, comme le relève F. Chateigner, que l'association des deux mots – « éducation » et « populaire » – renvoie aux deux principales sources de légitimité politique en France : la compétence, en particulier scolaire, et la démocratie. Et, qu'« *à ce titre, l'association de ces deux mots constitue un lieu où peuvent s'affronter toutes les catégories d'élites prétendant à l'encadrement cognitif et symbolique des masses* »[39]. Mais, à en juger par l'enquête ethnographique que je mène dans le cadre d'une recherche doctorale, le renouveau contemporain de l'éducation populaire tient également à la dynamique du secteur associatif socioculturel lui-même. Ce dernier, dont les principaux acteurs sont les grandes fédérations d'éducation populaire historiques, traverse en effet une crise qui explique pour partie le retour du recours à cette notion mythique. En retour, cette notion sert de bannière pour des formes de réinvention du métier d'animateur et, plus largement, du travail social et militant. On voudrait ici brosser à grands traits quelques caractéristiques du paysage contemporain relatif à l'éducation populaire dans lequel cette recherche-action a tenté de s'inscrire.

L'éducation populaire : une catégorie identitaire par temps de crise

La crise que traversent les mouvements d'éducation populaire historique est multidimensionnelle. C'est une crise tout d'abord identitaire et politique, débutée de longue date avec l'autonomisation des organisations par rapport aux systèmes d'action (catholicisme social, galaxie enseignante laïque, etc.) dont elles faisaient partie[40], ou encore avec la fin de politiques « jeunesse et éducation populaire » clairement identifiées[41]. C'est une crise de modèle économique ensuite, consécutive de la marchandisation progressive du monde

[36] Voir notamment Jean-Claude Richez, « La mémoire légendaire de l'éducation populaire », *Grep*, 2004, n° 181, p. 106‑114 ; Francoise Tetard, « Vous avez dit éducation populaire ? Itinéraire chronologique », *Agora débats/jeunesses*, 2007, n° 44, p. 74‑89 ; Frédéric Chateigner, « « Considéré comme l'inspirateur... » : Les références à Condorcet dans l'éducation populaire », *Sociétés contemporaines*, 2011, n° 81, p. 27‑59.

[37] Frédéric Chateigner, « L'"éducation populaire", combien de citations ? (note de recherche) », *Agora débats/jeunesses*, 2007, p. 62‑72.

[38] Nicolas Brusadelli, « Politiser les trajectoires, démocratiser les savoirs. La fabrique des "conférenciers gesticulants" », *Agora débats/jeunesses*, 2017, n° 76.

[39] Frédéric Chateigner, « "Education populaire", les deux ou trois vies d'une formule » Thèse de science politique, Université de Strasbourg, 2012.

[40] Jean-Pierre Augustin et Jacques Ion, *Des loisirs et des jeunes*, Paris, Editions de l'Atelier, 1993.

[41] Patricia LONCLE, *Politiques de jeunesse. Les défis majeurs de l'intégration*, Rennes, PU Rennes, 2010.

associatif (financement au « projet », développement des marchés publics, fin du subventionnement comme des « mises à disposition », etc.). C'est une crise organisationnelle enfin, celle-ci étant en partie une conséquence des mutations économiques en cours : la défense de la forme fédérative est logique pour des associations qui défendent toujours une logique de subventionnement public, tandis que celles qui font le choix de l'économie « sociale et solidaire » se posent désormais la question de leur transformation en SCOP[42]. Dans cette situation de bouleversements majeurs, la mobilisation croissante de l'étiquette « éducation populaire » par les grandes associations historiques[43] et le travail prospectif qui l'accompagne semble relever d'une double logique : celle de la refondation d'un projet politique d'un côté, et surtout celle d'un lobbying favorable à de nouvelles politiques publiques de l'autre.

Evidemment, cette crise structurelle se répercute sur les pratiques professionnelles et militantes. Le morcellement des financements, le développement des actions par projets ou encore des pratiques d'évaluation ont en effet profondément modifié les conditions d'exercice du métier d'animateur, ainsi que le quotidien des cadres moyens et supérieurs des organisations d'éducation populaire[44]. Ceux-ci témoignent volontiers d'une transformation radicale de leur métier comme de l'éloignement du « *terrain* » qui en découle[45]. Dans ce contexte, quand on les interroge sur ce que représente pour eux « l'éducation populaire », tout se passe comme si cette catégorie leur servait majoritairement à célébrer un passé mythifié, et à regretter corrélativement les transformations en cours pour réclamer un *« retour aux valeurs »*, au « *projet* », à « *la transformation sociale* »[46]. En effet, une part des dirigeants contemporains des organisations d'éducation populaire ont connu - au contact des militants, souvent enseignants, qui ont constitué les premières cohortes de militants et de professionnels de l'animation – des formes de socialisation infra-politiques dont les principes ont par ailleurs été « déposés » dans les structures (diplômes, formes institutionnelles, pratiques militantes et professionnelles, etc.) de l'animation socioculturelle. Rien d'étonnant donc à ce que l'éducation populaire, catégorie qui servit hier à l'institutionnalisation de mouvements militants, agisse chez certains de ces « *professionnels-militants* » à la fois comme une catégorie qui « met en forme » les activités professionnelles et comme un révélateur de l'habitus militant qui constitue une part de leur habitus professionnel.

Réinventer le métier et le militantisme par l'éducation populaire

Si « l'éducation populaire » est une catégorie qui sert aux cadres de l'animation à mettre en forme leurs activités et à en dire le sens lorsque celui-ci est menacé, elle est aussi – pour une fraction des cadres de l'animation, dotée de propriétés spécifiques – une bannière leur permettant de réinventer un métier qu'ils estiment dégradé. L'enquête que j'ai menée sur une

[42] Nicolas Brusadelli, Stéphane Depoilly et Fanny Hanicotte, *Diagnostic sectoriel sur l'éducation populaire en Picardie*, Amiens, CRAJEP et C2RA de Picardie, 2013.
[43] Et mesurable à partir de divers indicateurs : stratégie d'étiquetage et de communication autour de l'étiquette par le CNAJEP (*cf.* F. Chateigner, *Op. Cit.*), création en son sein d'une commission « éducation populaire » et tentative de construction de ce que pourrait être une politique publique d'éducation populaire, choix d'« un avenir par l'éducation populaire » comme thématique du congrès 2013 de la Ligue de l'Enseignement, etc.
[44] Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire de Picardie, *L'évaluation dans le monde associatif aujourd'hui. Actes de recherche-action (texte n°2)*, Amiens, CRAJEP Picardie.
[45] *Ibid.*
[46] N. Brusadelli, S. Depoilly et F. Hanicotte, *Diagnostic sectoriel sur l'éducation populaire en Picardie*, *op. cit.*

petite association picarde se réclamant du renouveau de l'éducation populaire[47] montre par exemple comment celle-ci est née, en 2011, d'une volonté de retrouver une forme de liberté au travail : comme le raconte en entretien l'un de la *Boite Sans Projet*, « *l'idée au départ c'était de faire ce qu'on pouvait pas faire ailleurs* ». En réalité, l'association est aussi l'aboutissement d'un processus de politisation qui est, dans le même temps, une mise en question de la pratique professionnelle habituelle. À l'origine de cette mise et question et de ce processus de politisation se trouve la rencontre avec les spectacles de F. Lepage : « *Inculture 1*[48] *quand tu es directeur de centre social, tu prends une claque. […] Il parle d'un truc, je le vis dedans, avec mes propres contradictions. Sur le socioculturel et tout, tout ce qu'il nous renvoie, quand tu es en poste tu prends une claque, tu veux quitter ton travail. Tu peux pas le faire tour de suite, mais je l'ai fait quelques années après. Du coup je me re-questionne sur ce qu'est l'éducation populaire* »[49]. On voit ici comment la remise en chantier de l'identité de l'éducation populaire s'articule à une forme de dénonciation des conditions de l'exercice professionnel. Cette articulation existe également chez les promoteurs de l' « éducation populaire politique », dont fait partie F. Lepage, qui multiplient les critiques de la « méthodologie de projet » et à travers elle de la marchandisation du monde associatif et de l'animation[50].

Si l' « éducation populaire politique » entend avant tout remettre au gout du jour des formes de pédagogie émancipatrice à destination des adultes[51], et renoue en cela avec les perspectives tracées par Paolo Freire[52], la *Boite Sans Projet* puise également les éléments de sa pratique – à l'instar des SCOP d'éducation populaire – dans d'autres traditions. Les savoirs et savoir-faire mobilisé par les « *éducateurs populaires* » proviennent en effet de champs aussi divers que l'organisation communautaire inspirée par Saul Alinsky[53], la sociologie critique, la « désobéïssance civile » ou évidemment l'animation socioculturelle et la formation des adultes. L'association a également tranché le débat économique qui anime les mouvements historiques : pour retrouver une autonomie politique vis-à-vis des pouvoirs publics, il s'agira d'exploiter le « *marché de la radicalité* »[54], ce qui consiste notamment à s'adresser au champ militant pour y vendre différentes prestations de formation idéologique ou pratique[55]. Autour de la forme organisationnelle hybride qui est expérimentée – un fonctionnement de travail coopératif dans un cadre associatif, l'existence d'un CA (« *Conseil des Alliés* ») mais sans réels pouvoirs, etc. – se sont progressivement agrégés, sous un statut militant et/ou salarié, d'autres jeunes cadres en devenir des grandes fédérations d'éducation populaire. Mais aussi certaines franges relativement jeunes issues du pôle gauche du champ militant, essentiellement issus de

[47] Nicolas Brusadelli, « Réinventer l'animation par l'éducation populaire. Quand le travail social se politise », *Savoir / Agir*, (à paraître).

[48] La première « conférence gesticulée » de F. Lepage, qui porte sur l'histoire de la culture et de l'éducation populaire. Il la joue à Amiens, devant un public presque confidentiel, pour la première fois en 2007.

[49] Entretien avec l'un des fondateurs de la Boite Sans Projet, 2015.

[50] Cf. par exemple le premier numéro des « Cahiers du Pavé » consacré au « projet ».

[51] Nicolas Brusadelli, « Face à la catastrophe, comprendre le monde. L'"éducation populaire" à l'aube du 21ème siècle », *in Les utopies éducative, d'hier à aujourd'hui*, Publication de la Sorbonne, (à paraître), p.

[52] Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero, 1974.

[53] Saul Alinsky, *Être radical : manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Bruxelles, Éd. Aden.

[54] L'expression est de F. Lepage.

[55] En réalité, la vente de prestations en direction du champ militant ne représente qu'une part de l'activité économique de l'association, l'autre part étant assurée par le marché de la formation professionnelle (en qualité de prestataires pour d'autres organisations d'éducation populaire ou en tant qu'organisateurs propres). Sur le modèle économique de l'association cf. Germain Telliez, « Quand la formation professionnelle devient une entreprise politique. Le cas de la Boite sans projet, association d'"éducation populaire". » Mémoire de M2 de sciences de l'éducation, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, 2017.

courants (politiques syndicaux et associatifs) engagés dans une perspective alliant transformation des pratiques militantes et volonté d' « aller au peuple ».

L'appel au « peuple » ou à la « société civile » : un contexte politique porteur

Ces formes d'hybridation des savoirs et des savoir-faire, à la fois professionnels et militants, ne sont pas isolées. Expérimentées depuis plus de 10 ans par certaines SCOP d'éducation populaire, elles se déploient également dans les formes de renouvellement du travail social inspirées par S. Alinsky[56]. Les pratiques et les références théoriques transitent par ailleurs entre ces deux univers, comme j'ai pu le constater sur mon terrain d'enquête et comme on peut le repérer ailleurs à travers de multiples indices : ainsi de l'entretien mené avec l'animatrice du Théâtre de l'Opprimé F. Brugel[57] ou encore du succès du site consacré à l'éducation populaire – et aujourd'hui davantage consulté que celui du CNAJEP – animé par l' « organisatrice » Adeline de Lépinay[58]. Y compris de l'autre côté de l'Atlantique, les formes de syncrétisme entre pédagogies émancipatrices pour partie inspirées de Paolo Freire et pratiques de l'organisation communautaire existent[59]. Et ici comme là bas la « pédagogie de l'opprimé » dialoguent avec la philosophie et les sciences sociales critique[60], et plus particulièrement avec les approches intersectionnelles dites « classe, race, sexe »[61]. Enfin, ces divers éléments théoriques et pratiques semblent pénétrer, souvent indépendamment, le pôle gauche du champ militant, comme on peut également le repérer à de multiples indices : numéro spécial consacré en 2015 à l'éducation populaire dans *Alternative Libertaire*[62], recours aux conférences gesticulées et aux analyses intersectionnelles à l'extrême gauche politique (Ensemble !) ou syndicale (Solidaires), formation à l'*organizing* au sein de la France Insoumise[63], etc. Pour l'ensemble de ces militants et de ces professionnels – culturels, associatif, syndicaux ou politique – il s'agit toujours en réalité « d'aller au peuple » depuis une position de classe moyenne, de servir pour les classes populaires de « porteurs de valise » dans le cadre de la lutte des classes.
Alors que l'ensemble de ces réseaux renouent avec l'idée d'une éducation populaire tournée avant tout vers la transformation sociale, les politiques publiques semblent quant à elles

[56] Sur ce renouvellement voir le récent numéro de la revue Mouvements consacré à l'importation de l'organizing en France. Hélène Balazard, Marion Carrel, Simon Cottin-Marx, Yves Jouffe et Julien Talpin (dir.), « Ma cité s'organise (dossier) », *Mouvements*, 2016, nº 85.
[57] Marion Carrel et Fabienne Brugel, « Education populaire versus organisation ? Les complémentarités entre le Théâtre de l'Opprimé et le community organizing. Entretien avec Fabienne Brugel ».
[58] Cette organisatrice de l'Alliance Citoyenne d'Aubervilliers se présente d'ailleurs généralement dans l'espace public comme « artisane d'une éducation populaire politique et libertaire ». Cf. www.education-populaire.fr
[59] Julien Talpin, « Politiser les jeunes du ghetto. Éducation populaire et community organizing aux États-Unis », *Communication au séminaire du Groupe de Recherche et d'Etude sur l'Education Populaire (GRREP), Paris V - Descartes*, 2015, https://grrep.wordpress.com/2015/10/22/seminaire-education-populaire-et-pouvoir-dagir-le-podcast/.
[60] Voire par exemple Irène Pereira, *Paulo Freire, pédagogue des opprimé-e-s : Une introduction aux pédagogies critiques*, Libertalia, 2018.
[61] Irène Pereira, « « Sexe, race, classe » ou la déconstruction des identités », *in* Michel Pigenet et Danièle Tartakowski (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, 2014, p. 751‑758. Sur la manière dont ces éléments théoriques et pratiques s'interpénètrent en pratique, cf. N. Brusadelli, « Politiser les trajectoires, démocratiser les savoirs. La fabrique des "conférenciers gesticulants" », *op. cit.*
[62] « L'éducation populaire : la liberté », *Alternative libertaire n°252*, 07/2015 p.
[63] Thibault Le Gal, « En suivant «la méthode Alinsky», les Insoumis espèrent «aller chercher la colère des gens» », *20 minutes*, 24/11/2017 p.

renouer avec l'idée d'une « éducation à la citoyenneté » s'effectuant par le biais de dispositifs participatifs dirigés vers les jeunes et les « quartiers populaires ». P. Loncle note en effet un retour à de nouvelles formes de cogestion depuis le début des années 2000, aux niveaux locaux comme européen : conseils de jeunes, parlements et forum de jeunes, « dialogue structuré », conseils scolaire et étudiants, sommets de jeunes, etc. Celles-ci s'accompagnent souvent de formations au montage de projets « citoyens » ou encore à la prise de parole, bien souvent assurées par les mouvements d'éducation populaire (l'ANACEJ[64] étant une institution emblématique de telles collaborations). Le rapport remis par M.H. Bacqué et M. Mechmache au ministre de la politique de la ville en 2013, puis le Comité Interministériel à l'Egalité et à la Citoyenneté mis en place après les attentats de janvier 2015, ont donné un nouvel essor à cette éducation à la citoyenneté, en direction cette fois des quartiers populaires. Les mouvements d'éducation populaire sont désormais appelés, parfois dans le cadre de « Fabrique d'initiatives citoyennes », à effectuer des formations à la laïcité, à animer des « conseils citoyens » ou à mettre en place des actions de luttes contre les discriminations. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit souvent d'éduquer « par le faire » à la citoyenneté, d'où les liens évidents qui se tissent entre ces dispositifs et l' « organizing », comme dans le cas des « tables de quartiers » expérimentées par la Fédération des Centres Sociaux de France.

Conclusion – Une recherche-action pour quoi faire ?

Si on peut douter, comme le fait F. Chateigner[65], de la possibilité que l'on assiste à l'émergence de nouvelles politiques publiques d'éducation populaire en tant que telles, on peut par contre raisonnablement penser que l'importation d'une version « déconflictualisée » du « community organizing » s'effectue dans les prochaines années par les canaux de l'action publique[66]. Celui-ci servirait alors les projets d'une « Big Society » à la française, incluant un désengagement financier plus fort de l'Etat et la recherche de nouvelles formes de régulation sociale avec les « classes dangereuses ». Certaines organisations d'éducation populaire parviendraient sans doute à s'y faire une place, en apportant leurs implantations et leur savoir-faire au service de cette rénovation des formes de l'action publique. Nous avons fait un autre choix en entamant cette recherche-action : celui de chercher à recréer avant tout les conditions d'une pratique émancipatrice, d'une pratique qui redonne un sens à l'idée de république démocratique et sociale ainsi qu'aux formes d'éducation populaire qu'elle nécessiterait. D'une certaine manière, il s'agit de subvertir des principes de la « Big Society » libérale pour renouer en réalité avec la défense des classes populaires par elles-mêmes, à partir de ce que l'on sait des rapports de classes contemporains. Dans le même temps, il s'agit donc de réinventer pour les « couches moyennes » qui font vivre l'éducation populaire les conditions d'un travail socio-éducatif et militant renouvelé, et non paternaliste. Cette démarche à plusieurs mains – conduite collectivement par des mouvements d'éducation populaire, d'organisation communautaire et par des sociologues – n'est pas une perspective isolée, comme le démontre la naissance du DU « éducation populaire et transformation

[64] L'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes.

[65] F. Chateigner, *« Education populaire », les deux ou trois vies d'une formule*, *op. cit.*

[66] En effet, comme le relève H. Balazard et J. Talpin, l'héritage de S. Alinsky se décline en différentes pratiques plus ou moins indépendant des pouvoirs publics : associations communautaires de service, de « développement communautaire » ou encore « community organizing » proprement dit. Et certaines de ces pratiques se sont montrées, au Royaume-Uni par exemple, parfaitement compatible avec le projet de « Big Society » – et qui consiste notamment à transférer à l'économie sociale les activités de services publics – formulé par D. Cameron. Julien Talpin et Hélène Balazard, « Community organizing : généalogie, modèles et circulation d'une pratique émancipatrice », *Mouvements*, 2016, n° 85, p. 11‑25.

sociale » de Rennes, ou encore le CU du même nom en préparation à Lille. Mais ce n'est pourtant qu'un début : l'un des résultats de cette recherche-action est certainement de montrer en effet que si la pratique que nous avons expérimentée a de l'avenir, il faudra encore trouver les moyens institutionnels et financiers de sa mise en œuvre en toute indépendance, cette indépendance étant elle-même la clef de son efficacité.

Travailler une stratégie en mots et en espace

C- Apport du Théâtre de l'Opprimé dans la Recherche-Action

Par Bastien Viltart.

L'essence du théâtre réside dans l'être humain qui s'observe[67].

Augusto Boal

Le regard que l'Être Humain pose sur lui même, cette dichotomie de se voir en train de faire, d'être le spectateur de ses actes, nous permet de voir où nous sommes, d'opiner sur comment nous en sommes arrivé.e.s là et d'imaginer où nous pourrions aller.
Le Théâtre de L'Opprimé[68] est une méthode artistique qui, par un processus collectif, met en scène une réalité oppressive dans le but de la transformer. Conçu et systématisé par le brésilien Augusto Boal, dramaturge, militant et homme politique, le Théâtre de L'Opprimé fut une réponse esthétique à la censure militaire qui sévissait au Brésil dans les années soixante. N'ayant plus la possibilité de faire du théâtre comme ils l'entendaient, lui et ses collègues créèrent des techniques pour que le plus grand nombre puisse s'approprier les moyens de production théâtrale. Ils et elles voulaient transmettre un langage efficace pour analyser la complexité et critiquer les injustices sociales, s'appuyer sur la connaissance organique des participant.e.s, pour redessiner les racines idéologiques qui alimentent ces injustices. Puis, dans un espace scénique protecteur, explorer les enjeux du conflit et imaginer avec qui, où, et comment s'allier dans l'action, pour transformer concrètement le réel.
De nos jours, présent sur les 5 continents, la méthodologie du Théâtre de L'Opprimé est composée de plusieurs grands ensembles de techniques: le Théâtre Journal, le Théâtre image, Théâtre invisible, le Théâtre Forum (technique la plus utilisée dans le monde), l'Arc en ciel du Désir, le Théâtre Législatif et l'Esthétique de l'Opprimé. Toutes furent systématisées dans un contexte historique précis, pour surmonter des problèmes concrets rencontrés par Boal tout au long de son parcours artistique et militant.

Au sein de la Recherche Action : *Renouveler les pratiques de l'Éducation Populaire dans les quartiers populaires*, l'objectif de l'atelier thématique du Théâtre de l'Opprimé était d'accompagner le groupe mobilisé, dans la découverte des possibilités esthétiques qu'offre la méthode, dans l'exploration de leurs problématiques et des possibilités d'alternatives. J'ai donc utilisé (et parfois adapté) des jeux et des techniques du Théâtre de l'Opprimé qui me paraissaient les plus efficaces dans le temps qui m'était imparti.

Premier atelier: Théâtre image[69]

La première étape fut de leur transmettre un langage, une façon de dialoguer sans utiliser obligatoirement les mots, en utilisant la technique du Théâtre Image.

67 Augusto Boal *Méthode Boal de théâtre et de thérapie, l' arc en ciel du désir*, Ramsay, 1990, p 21
68 Livre de référence : Augusto Boal , *Théâtre de L'Opprimé,* La Découverte, Poche, 1996, p 101
69 Cf. Augusto Boal, *Jeux pour acteurs et non acteurs*, La Découverte, Poche, 1997, p 42 et p 205

Après quelques jeux d'intégration, j'ai utilisé le jeu *compléter l'image*[70] pour faire la démonstration qu'un simple corps dans un espace scénique déterminé raconte déjà quelque chose et que rien qu'en plaçant une autre personne à ses côtés, dans son dos ou à ses pieds, on parle de relations sociales et souvent de relation de pouvoirs. Deux à deux commencent alors un dialogue d'images qui se complètent ou se détournent chacune leur tour.

Image du mot[71] *« Quartier populaire»*

La technique de l'I*mage du mot* permet d'explorer esthétiquement des concepts, par exemple la notion de Famille. Si il y a 20 personnes dans une salle, il y aura possiblement 20 images de famille, dont certaines très différentes. De quoi parlons-nous alors quand nous parlons de famille? Le Théâtre Image permet cette investigation.

Ma proposition était leur donner des outils pour qu'ils et elles explorent collectivement leur positionnement dans cette Recherche Action, leurs interactions avec les habitant.e.s. des dits « quartiers populaires ».

Comme les relations sociales sont spatiales, je leur ai proposé de créer un espace identifié pour en parler: un espace scénique où nous pourrions placer des images illustrant la recherche en cours.

J'ai donc adapté cette technique de l'*Image du mot* en utilisant des objets au lieu des corps. Pour faciliter la démarche, j'avais au préalable proposé un jeu de détournement d'objet pour s'exercer à créer des métaphores, à se détacher du réalisme pour mieux parler du réel: *Hommage à Magritte*[72].

Fort de cette expérience, j'ai proposé au groupe d'utiliser tous les objets présents dans la salle pour « construire » collectivement, et sans parler, l'image de ce que serait un « quartier populaire »: Les tables empilées deviennent la barre d'immeuble. Fixée à la place de l'horloge, la poubelle devient un panier de basket, un tissu sur un table un étalage marchand, une rallonge électrique devient les câbles téléphoniques et aussi une corde à linge.

Une fois fini, on discute de ce que l'on voit, de comment cela s'est monté ensemble, sans vraiment être certains de la proposition première de l'autre. Cette *Image* composée d'objet, cette «sculpture », devenue sur scène un décor permet de matérialiser une idée, fixant ce qu'il y avait, à ce moment là, de commun dans la tête du groupe au sujet de ce concept de « quartier populaire ».

Image habitant.e.s et/ou professionnel.le.s

Maintenant, nous pouvions placer des êtres humains dans l'espace scénique. Lesquels ? À tour de rôle, chacun.e proposa une « figure » importante du quartier, habitant.e.s et/ou professionnel.le.s : La dame du 4éme étage à sa fenêtre, les jeunes garçons au terrain de sport, les jeune filles qui se cachent, l'assistante sociale, la police, etc. Bien sûr nous sommes limité.e.s par le nombre de participant.e.s et devons synthétiser certains personnages qui se « ressemblent » afin de permettre au groupe, de représenter un autre personnage essentiel.

Au cours de l'analyse de ces personnages, nous avons perçu que personne n'avait incarné son propre rôle dans le quartier. Ce fut donc le temps de travail suivant. Quelle est votre place et

70 Cf. Augusto Boal, *Jeux pour acteurs et non acteurs, op. cit.*

71 Augusto Boal *Méthode Boal de théâtre et de thérapie, l' arc en ciel du désir, op.cit.* p 112

72 Cf. Augusto Boal, *Jeux pour acteurs et non acteurs, op. cit.* p 195

votre posture dans ce quartier ; qu'est ce que, dans le cadre de cette Recherche Action, vous faites dans le quartier ?
Chacun a pu se placer à tour de rôle, dans l'espace scénique, pour illustrer ce qu'il ou elle pensait être sa place et sa posture dans le quartier (dans la réalité) et dans la dynamique de la Recherche Action.

L'image des images
L'étape suivante fut de synthétiser les images des participant.e.s, pour définir les protagonistes de la question du renouvellement des pratiques de l'Éducation Populaire, impulsée par la Recherche Action. Que cherchez-vous à faire dans vos quartiers? J'ai donc utilisé la technique de *L'Image de L'image*[73] qui nous a permis de garder trois images clefs qui résumaient la vision qu'avait le groupe de sa propre dynamique de recherche.

Image de transition
Pour conclure ce temps d'exploration esthétique, nous avons placé ces trois figures dans le décor du quartier avec les personnages «habitant.e.s et professionnel.le.s» créés précédemment. Je l'ai dynamisée avec la technique de l'*Image de transition*[74]*,* qui propose au groupe d'explorer ce vers quoi il voudrait tendre, s'il n'y avait plus d'oppression, une image « idéale» de la transformation de la problématique posée.
Normalement chacun.e peut proposer une image de son idéal, puis l'image du pire. Mais cela nécessite du temps. J'ai donc proposé de dynamiser collectivement image par image, comme un film en *stop-motion,* en permettant à chaque clap de main, de faire un mouvement en direction de ce qu'ils et elles connaissaient de leurs personnages.
Par cette technique, au milieu de l'espace scénique, sur le pseudo terrain de basket / Marché, une «ronde » est apparue composée par une bonne partie des différents personnages et quelque-uns plus en retrait. Certain.e.s participant.e.s. ont décrit une fête de quartier dans laquelle la plupart des habitant.e.s étaient intégré.e.s. D'autres, un temps de concertation et de mouvement collectif, dans lequel, déjà, se dessinaient de potentiel.le.s alliées et d'autres oppresseurs.

Deuxième temps : Théâtre Forum

Cette seconde rencontre, non prévue initialement, eut lieu plusieurs semaines après l'autre suite à la demande de participant.e.s. Au regard des avancées de la Recherche Action, je proposais au groupe de mettre sur scène les conflits nés des actions de terrain et d'imaginer des alternatives possibles pour y remédier. Pour cela, j'ai proposé le *Théâtre Forum*[75].
Dans un *Théâtre Forum*, on met en scène une question qui découle directement d'une oppression subie par le groupe. J'entends par oppression une relation sociale qui profite à un groupe social au détriment d'un autre.
Il doit y avoir des costumes, de la musique, des accessoires et des éléments de décor plus ou moins développés. Le tout nourrit une dramaturgie définie par le groupe d'acteurs et d'actrices. Cette dramaturgie explicite l'origine de l'idéologie abordée et la question que le

73 Cf. Augusto Boal *Méthode Boal de théâtre et de thérapie, l' arc en ciel du désir, op.cit.* p 101
74 Cf. Augusto Boal *Méthode Boal de théâtre et de thérapie, l' arc en ciel du désir, op.cit.* p 162
75 Cf. Augusto Boal, *Jeux pour acteurs et non acteurs, op. cit.* p 57

groupe veut poser au public, pour affronter l'oppression. C'est une pièce de théâtre complète dans laquelle le public crée un lien d'empathie avec les personnages, se retrouve en eux dans leurs tentatives et dans leurs échecs, comme vous pourrez la voir dans n'importe quel théâtre. Un vrai spectacle, qui, dans un second temps, permet au public sensible à l'injustice proposée de venir sur scène et de remplacer le personnage en lutte, l'Opprimé.e ou l'un de ses alliées, personnage solidaire.

Image individuelle

Après un temps de jeu d'intégration, nous avons utilisé la technique de l'*Image individuelle*[76], appelée aussi *Dialogue à quatre,* dans laquelle chaque participant.e peut construire une image, avec son corps et celui des partenaires présentes, sur ce qui les questionnaient le plus dans leurs actions sur le terrain et surtout le moment où elles ne savaient plus comment avancer, respectant la consigne de la technique de se mettre dans l'image à sa propre place.
Puis chacun projette ce qu'il comprend de l'image et qu'il a construite de son point de vue. Dans cette technique d'image, il est important que notre protagoniste ait une posture de résistance, qu'elle soit en lutte, qu'elle ne subisse pas. L'Opprimé veut que ça change parce que c'est fondamental pour lui!

L'histoire qui fut choisie est celle qui nous est apparue comme la plus urgente. La voici : Le haut niveau d'humidité dans les appartements mal entretenus dans un quartier provoque des problèmes d'asthmes chez des habitant.e.s . Dans le cadre de son travail de médiatrice et en tant que personne siégeant au Conseil Citoyen du quartier, la participante de la Recherche Action a une grande légitimé pour mobiliser les habitant.e.s du quartier, mais surtout elle est directement concernée par la question de l'habitat, logeant elle-même dans un immeuble du quartier.
Sa question était: comment entreprendre une action avec des habitant.e.s mobilisé.e.s, envers leur bailleur social pour qu'il entretienne les appartements, sans pour autant mettre en défaut son employeur, structure qui occupe des locaux de ce même bailleur social ?
Nous avons recensé les espaces possibles où elle pourrait s'entourer d'allié.e.s pour agir tout en étant protégée : dans le cadre du boulot ? Au conseil citoyen ? Peut-être imaginer une réunion spécifique avec les habitant.e.s mobilisé.e.s. sur la question ?

Théâtre Forum interne

En interne, on peut utiliser la technique du Théâtre Forum pour explorer une situation conflictuelle qui découle de l'oppression abordée, afin d'en évaluer les conséquences, leurs dangers et leurs opportunités. Ces improvisations peuvent devenir des éléments de base du futur spectacle de Théâtre Forum (si le groupe décidait d'aller dans cette direction), mais ce n'est pas cela que l'on montre au public. Le forum interne n'est qu'un temps dans le processus de création d'un Théâtre Forum.
Après une première improvisation des trois situations proposées, le terrain du conseil citoyen paraissait le plus favorable. Il fallait camper des personnages mieux dessinés maintenant. Chacun s'est basé sur ce que la protagoniste nous avait raconté, mais aussi sur les connaissances puisées dans la vie privée de celles et ceux qui devaient interpréter les autres personnages.

76 Cf. Augusto Boal *Méthode Boal de théâtre et de thérapie, l' arc en ciel du désir, op.cit.* p 99

Au cours de cette seconde improvisation du Conseil citoyen, on cherchait la manière de présenter les choses, la posture et les arguments pour que le conseil prenne position face au bailleur social. On reprend plusieurs fois. On se trompe. On recommence en essayant de nouvelles alternatives proposées par les autres participantes de l'atelier, quand est révélé un élément dont la protagoniste ne nous avait pas parlé. Il existe une Commission santé, à l'intérieur du Conseil citoyen, dans laquelle les problèmes d'asthmes générés par l'humidité devenait un levier possible pour interpeller le bailleur social.
On reprend cette fois avec l'objectif que la Commission de santé prenne l'initiative d'écrire au bailleur.
Cette alternative allait dans le sens de la protagoniste et des habitant.e.s .Ni elle, ni la structure qui l'emploie n'étaient exposées. Ça paraissait donc possible d'essayer !

L'action concrète et continue
Les improvisations et l'exploration des alternatives proposées par le collectif ont permis de mettre sur la table de éléments qui, à première vue, ne paraissaient pas importants, mais qui se sont révélées efficaces pour avancer dans le rapport de force.
Quelques jours plus tard, je rencontrais la participante pour me tenir informé. Elle me confirma que c'était fait. Elle avait dit à son employeur que sa structure ne serait pas exposée par la signature d'une des employés et que le courrier adressé au bailleur social était envoyé au nom de la Commission santé du Conseil citoyen du quartier. La participante, forte de ces expériences, soutenue par le groupe de recherche et les habitant.e.s, est motivée pour continuer ses actions. Quelle fut la réponse du bailleur ?

D - Sur Alinsky

L'*Empowerment*, théorie et pratique

En septembre, une semaine a été consacrée à la rencontre en théorie et en pratique de la méthode de mobilisation citoyenne et populaire de Saul Alinsky avec Adrien Roux, d'Alliance Citoyenne[77]. Rappel des objectifs de cette intervention :

1- **L'acquisition des outils favorisant la mobilisation citoyenne**

Le parti pris de l'Alliance Citoyenne est de mettre l'accent sur la mobilisation par une approche relationnelle. Les personnes se mobilisent plus facilement si elles sont invitées par une personne en qui elles ont confiance que si elles voient une affiche dans la rue. L'enjeu est d'ores et déjà de développer la capacité des participant.es à construire ces relations, mais plus encore de développer leur capacité à mettre en action des « leaders » qui vont à leur tour rencontrer leurs voisins. Un panel d'outils sera ainsi présenté aux particiant.es afin de multiplier les dynamiques de construction de relations avec les habitant.es sur un territoire avec une disponibilité limitée. Ces outils seront présentés sous forme de jeux de rôle et de retour réflexif afin que chacun puisse les tester et se les approprier.

2- **Provoquer le changement social**

La colère, le conflit, le contre-pouvoir sont des notions qui inquiètent et qui sont trop facilement assimilés à une confrontation négative. La volonté politique de « paix sociale » étouffe bien souvent les velléités d'engagement des citoyens des quartiers populaires leur offrant peu d'opportunités d'action entre la violence et la résignation. Comment écouter les colères et passer de ces colères individuelles à une énergie collective de changement social ?
Les participant.es seront d'abord invité.es à s'interroger sur leurs colères propres et le lien avec leur engagement. Des retours d'expériences montreront comment la méthodologie d'organisation des citoyens outille l'acteur social dans l'écoute des colères, leur transformation en demande collective et en possibilité d'actions et de rencontre avec des responsables institutionnels.

3- **Identifier des répertoires d'actions non-violentes accessibles à tous**

L'action collective non violente est un formidable outil de cohésion des habitants d'un même quartier. Il permet de fédérer autour d'un objectif commun dans une dynamique inclusive qui limite les dominations liées à la maîtrise de la parole : une marche sera généralement plus accessible qu'une réunion publique.
Différents répertoires de l'action collective non violente seront présentés aux participant.es. Des actions d'habitant.es de quartier, de parents d'élèves, de locataires HLM pourront être déconstruites et analysées pour s'approprier la méthodologie de l'alliance et les enjeux d'encouragement ou de canalisation des participants. L'analyse du contexte et des contraintes institutionnelles rendant possible ou souhaitable de telles actions feront également l'objet d'un travail spécifique.

Globalement, la semaine fut dynamisante et le travail d'aller-retour entre théorie et pratiques (jeux de rôles, porte-à-porte) a permis de définir des terrains d'intervention pour chacun.e. En

77 Alliance Citoyenne est initiée en 2010 par une équipe de Grenoblois. Inspirés par les méthodes du *community organizing* de Saul Alinsky et formés à Londres, ils cherchent à adapter cette forme d'organisation de la société civile dans le contexte français. Depuis, Alliance Citoyenne est constituée en association avec une équipe salariée qui oeuvre à la mise en action d'habitant.es en France et à l'étranger (Afrique et Asie).

binôme ou individuellement. Avec l'idée que le travail à mener aurait un écho lors de la semaine de regroupement en novembre.
Quelques exemples de terrains :

- *Marie-Annick de Caps* : suite au porte-à-porte pour récolter les colères d'habitant.es du quartier Philéas Lebesgue effectué par le groupe, elle prévoit de recontacter les personnes et leur proposer un temps de rencontre et de mise en action des habitant.es. En parallèle, elle met au courant la directrice du Centre social de ses démarches. *Manon* pourrait venir en renfort sur du porte-à-porte.
- *Aude et Christine du Cardan :* elles souhaitent agir auprès et avec les gens du voyage qui ont été contraints de déménager de l'aire d'accueil à Abbeville (pour cause officielle de travaux) pour les marais de Mareuil-Caubert. Aude doit prendre contact avec le responsable de l'association Cardan. Christine la soutient dans sa démarche, mais elle a appris son licenciement lors de cette semaine de recherche-action…
- *Xavier du CSC Etouvie :* cherche à mobiliser autour d'un porte-à-porte géant dans le quartier pour récolter les colères. Il est aussi en prise cette semaine avec les Institutions qui mettent des bâtons dans les roues à propos de la communication sur la fête du quartier…
- *Laurence du Cardan :* Elle souhaiterait agir au niveau des HLM Balzac, au sein du quartier Nord d'Amiens et va chercher des « alliés » potentiels auprès des travailleurs sociaux pour organiser un porte-à-porte afin de mieux cerner les colères des habitant.es.
- *Sylvie du Conseil citoyen*[78] *d'Abbeville :* en lien avec la télévision de quartier Télé Baie de Somme va tenter d'initier un porte-à-porte pour alimenter l'instance et ainsi contourner la mainmise des Institutions sur les orientations. *Christine* fait partie de ce Conseil citoyen en tant qu'habitante, elle est aussi sur le coup…

Les chemins de la mobilisation à Philéas Lebesgue

Dans ce quartier, Marie-Annick est habitante, médiatrice au centre social et engagée. Bien souvent d'ailleurs, alors que nous sommes en pleine recherche ou en pleine action, la porte s'ouvre pour la solliciter.

Quand le groupe est parti en porte-à-porte auprès des habitant.es, c'est à Marie-Annick que les colères récoltées sont remises. Car même si elle s'en défend, Marie-Annick a la posture d'un « leader »[79] dans le quartier. Elle témoigne de cette expérience :

Je me suis appuyée sur ce qu'on avait appris avec Adrien :

1- ***Organisation :*** *j'ai créé un fichier avec toutes les personnes qui avaient accepté de donner leur numéro lors du porte-à-porte. Je les ai contactées pour les inviter à une réunion collective la semaine suivante.*

2- ***Quelle est la demande ?*** *Le principal souci des habitant.es concernaient les logements. Des problèmes d'humidité touchaient les personnes présentes à la réunion. On a convenu ensemble de faire un temps d'échanges et de rencontres sur le terrain de basket autour d'un café. Une mère est venue*

78 Composés à parité d'habitants et d'acteurs locaux, leur création s'appuie sur les propositions du rapport «Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires » remis par Marie-Hélène Bacqué et Mohammed Mechmache au ministre délégué à la ville le 8 juillet 2013. Les conseils citoyens doivent favoriser l'expression de la parole des habitants des quartiers, notamment ceux qui sont éloignés des processus traditionnels de participation, ainsi que la prise en compte de leur expertise d'usage dans le cadre de la politique de la ville.

79 Pour Saul Alinsky dans le *Manuel de l'Action sociale*, le *leader* local est une personne de la communauté et/ou du quartier qui est capable de mettre en mouvement ses pairs.

avec son enfant de 11 ans qui a réalisé une affiche d'invitation. L'objectif était de mobiliser plus de gens. On a à nouveau récolté des contacts. A ce moment-là, on partait sur plusieurs idées : alerter la presse et envoyer des photos, mais surtout de faire venir le service d'hygiène de la Ville par une invitation motivée, écrite par les habitant.es. Rendez-vous pour la rédaction en huit.

Rendez-vous raté, plannings incompatibles… on s'accorde sur la semaine suivante qui débouche sur un temps de travail avec quelques habitant.es qu'il faut motiver, mais ce n'est pas facile. On devait refaire du porte-à-porte mais c'est fragile.

3- ***L'Institution :*** *entre ces rencontres manquées, me voilà confrontée à un autre obstacle. Le Président du Centre social préfère qu'on envoie un courrier au bailleur, l'Opac, pour leur expliquer le pourquoi du comment. Je me retrouve un peu dans l'impasse : comment mener une action symbolique sans l'effet de surprise ? Comment prendre un chemin de traverse ? On en a discuté avec le groupe de Recherche-Action, on a même mis en scène la situation avec Bastien sur le Théâtre de l'Opprimé pour trouver des moyens de le contourner. Pas simple dans ma situation de salariée, habitante…*

4- ***L'action :*** *Entre temps, j'ai eu du mal à remobiliser les habitant.es. Le petit comité créé avait prévu des « stop-café » ou des distributions de soupes à la sortie des écoles en bas et en haut du quartier pour échanger, mobiliser d'autres personnes et étoffer le petit groupe. J'avais dans la tête la constitution d'un collectif plus solide, selon la méthode Alinsky avec le recrutement de leaders pour mener des actions. Au final, je n'ai pas pu aller au bout, en tout cas à ce moment-là.*

Etant aussi membre du Conseil citoyen du quartier, j'ai parlé de cette action d'habitant.es mécontent.es auprès du bailleur. Le logement est une de ses missions. On pouvait donc s'en emparer par ce biais-là, ça n'engageait pas le centre social. Nous voilà en décembre, fin de la recherche-action pour moi. Les élections du nouveau Conseil citoyen arrivent, on nous met une mission entre les mains sur un diagnostic et concernant l'Opac, les fenêtres des appartements sont en cours d'être remplacées. Les problèmes demeurent malgré tout.

Je reste donc en action. Nous voilà au Printemps. Je relance la machine, parce que les problèmes d'humidité persistent, et des cas d'asthmes reviennent régulièrement dans les discussions. Je prévois des réunions mais dehors pour attirer plus de monde, et repartir sur du porte-à-porte pour reprendre là où on en était : mobiliser des habitants pour mener l'action auprès du bailleur…

Retour sur Alinsky en novembre…

Lors d'un atelier avec Germain et Romain de la Boîte Sans Projet, nous avons lu Le Manuel de l'action sociale de Saul Alinsky en utilisant la méthode de l'arpentage.

Nous avons alors fait le lien entre ce que dépeint Alinsky dans son ouvrage sur le Community Organizing et nos activités professionnelles, bénévoles et/ou militantes. Nous avons réfléchi sur notre rapport à « l'animation sociale » telle que la présente Alinsky et ce que l'animation sociale suscite chez nous.

Extraits de l'état de nos réflexions…

Morceaux choisis

Morceaux choisis par Sylvie Coren dans : Saul Alinsky – « Radicaux, réveillez-vous ! » écrit en 1946 et traduit en français pour la première fois. Préface de M.H Bacqué.

> « Dans le contexte français contemporain où la démocratie se porte mal, où la représentation politique est confisquée par des élites, où les classes populaires sont de plus en plus exclues du jeu politique, la lecture d'Alinsky donne des pistes pour engager de nouvelles formes de mobilisation et repenser la question du pouvoir et du conflit. » M.H Bacqué

« Le sort de la démocratie est suspendu à cette question fondamentale : croyons-nous vraiment dans la démocratie ? La démocratie en tant que mode de vie est admise sur le plan intellectuel, mais rejetée sur le plan émotionnel. Le mode de vie démocratique repose sur la confiance placée dans les masses humaines et pourtant, rares sont les leaders démocratiques qui ont vraiment confiance dans le peuple. Notre mode de vie démocratique serait même plutôt gagné par la peur de l'homme pour l'homme. Le petit nombre des puissants craint les masses et parmi les masses, la méfiance règne.

(…) Laissez les masses à leur inertie, à leur absence de réflexion, ne les dérangez pas, ne les excitez pas, ne les mettez surtout pas en branle. Car si vous le faites, vous êtes un agitateur, un fauteur de troubles, un rouge ! Vous êtes antiaméricain, vous êtes un radical !

(…) Ces masses sont, de tout temps, la substance de la société. Si elles demeurent sans voix, apathiques, indifférentes, délaissées et isolées dans leur effroyable anonymat, c'en est fini de la démocratie.

(…) C'est une ironie digne des dieux que ce soit ici, dans la plus grande démocratie de la terre, qu'on accorde le moins d'attention au facteur le plus fondamental de la démocratie : des citoyens qui assument leurs obligations et se battent pour leurs droits. Une démocratie du peuple est la manifestation énergique d'un peuple vivant, participatif, informé, actif et libre. C'est un mode de vie qui appartient au peuple, qui tire sa sève de la participation populaire. La démocratie est vivante. Comme toute chose vivante, elle grandit et s'épanouit, ou elle dépérit et meurt. Il n'y a pas de demi-mesure. C'est la liberté et la vie ou la dictature et la mort.

Les êtres humains n'aiment pas regarder la tragédie dans le blanc des yeux. La noirceur est impopulaire et l'on préfère détourner le regard. Mais vient un moment où les problèmes doivent être reconnus comme tels – et résolus. Aujourd'hui, le mode de vie démocratique est en jeu. On ne peut plus remettre à demain la crise à résoudre aujourd'hui. Le choix d'agir pas plus que l'heure ou la manière de le faire ne dépende de notre bon vouloir. On ne tergiverse pas avec l'histoire. Souvenez-vous de ceci : si la démocratie meurt en Amérique, elle meurt partout dans le monde.

(…) Une démocratie privée de participation populaire meurt de paralysie.

Saul Alinsky

D'Alinsky à aujourd'hui, où je me situe par rapport à l'animation sociale ?

Nous avons mené une discussion sous forme de témoignages et de commentaires pour répondre à cette question. Il se révèle dans cet échange un besoin de nommer ce qu'on fait, d'échanger, de témoigner. Les conseils citoyens ont pris une large place dans notre travail, ils monopolisent beaucoup notre attention aujourd'hui dans notre rôle d'animateur social. C'est aussi l'effet de cette recherche-action sur notre place dans cette nouvelle instance de participation où l'on entrevoit de nouvelles perspectives de travail.

Dans l'animation en général…

Pourquoi je me lève le matin ? Je suis contente quand les personnes me disent *non*. Pour moi ça veut dire « je ne suis pas d'accord, non, je ne signe pas un chèque en blanc.

Quand les personnes arrivent à dire « non » elles commencent à agir. C'est une première revendication. *Christine*

Quand j'ai une personne démoralisée devant moi, en discutant avec elle, en créant un lien fort, j'arrive à lui faire comprendre qu'elle-même peut résoudre son problème, je leur permets de trouver la solution. Ce qui me tient à cœur c'est de permettre à la personne de résoudre son problème et ensuite elle est plus facilement en capacité d'intégrer un groupe.
Sur le terrain, nous constatons que si les personnes n'ont pas résolu des problèmes immédiats et nécessaires à leurs besoins vitaux, ils ne peuvent pas se mobiliser. On ne peut pas passer de l'individuel au collectif en simultanée. On parle de lien social mais si les personnes ont des difficultés personnelles elles ne peuvent pas aller vers les autres « C'est pas mon cadre de vie… Qui va m'arranger mes affaires personnelles ? » entend-on souvent. Dans mon travail de médiatrice sociale, au sein d'un centre social, j'agis sur les deux plans, individuel et collectif.
L'animateur social participe à la vie du quartier, on était là avant les conseils citoyens. J'ai une relation forte de proximité avec les habitants, j'écoute, je suis en réflexion. Je ne suis pas vraiment dans l'action collective. On aide par contre à l'émancipation.
C'est important pour les habitants de se sentir utiles, bénévoles dans la structure où je travaille.
L'animateur social est très stratégique, j'écoute, j'analyse et quand j'ai besoin d'une réponse de l'institution par rapport à une situation rencontrée je suis stratégique pour obtenir une réponse, le plus souvent ça marche. *Marie-Annick*

L'animateur social a besoin d'espace d'échanges de pratiques et de réflexion. *Sylvie*

Cela fait 18 ans que je travaille dans l'animation de quartier et je ne connais toujours pas l'intitulé de mon poste. Je ressens comme une non-reconnaissance de mon travail. Animateur.trice en Maison de Quartier est presque rabaissant en comparaison au travail social.
Les quartiers ne sont pas des laboratoires à ciel ouvert ou des semblants de « cage à fauves »… Nous sommes arrivés à un stade où il est devenu urgent d'agir. Il est nécessaire d'interroger le travail social et d'en définir d'une manière presque universelle les contours. Le travail social ne doit pas être un fourretout, il ne doit pas être non plus esclave de dispositifs ou autres ou l'on dicte un mode opératoire non opérationnel. Nous ne pouvons pas tout décréter. Le vivre ensemble ne se décrète pas, la participation des habitants ne se décrète pas, l'engagement des jeunes ne se décrète pas. Il est temps de cesser de prioriser les résultats.
Il faut retrouver la spontanéité et l'authenticité dans l'action sociale. Je pense que la proximité avec le public est un atout pas assez valorisé et pas assez exploité. Aujourd'hui, l'acteur social, est dans une démarche de distance du public, peut-être l'est-il ou elle à son insu ? C'est un constat. L'acteur social justifie cela par le professionnalisme dont il doit faire preuve dans l'exercice de ses fonctions avec l'adage « il faut être pro ».

Dans les conseils citoyens en particulier...

Aujourd'hui dans notre travail, les conseils citoyens sont une nouvelle instance dans laquelle nous sommes fortement impliqué.es.

Dans le groupe habitant du conseil citoyen, je suis une habitante comme une autre, j'ai les mêmes aspirations, les mêmes problèmes. Je suis du côté des habitants même si parfois je suis perturbée par ma double casquette : habitante et actrice locale.

Depuis la recherche-action, nous arrivons à mieux mobiliser les habitants, à faire la différence entre les colères verticales et horizontales, à poser davantage de questions. Nous sommes davantage conscients du contexte local. Avec les apports sociologiques sur l'histoire du travail social, l'évolution des quartiers, l'analyse des catégories sociales, nous nous situons beaucoup mieux personnellement et professionnellement. Nous faisons beaucoup plus attention aux habitants et à notre posture et à laisser davantage la place aux habitants. Les outils d'éducation populaire comme les « brise-glace » nous aident aussi beaucoup à créer un climat de confiance et davantage égalitaire entre les personnes.
Sur toutes mes actions de médiatrice sociale dans le cadre du Centre social et en dehors comme bénévole dans différentes activités dans le quartier, cette recherche-action m'a remise en question sur ma posture, celle des autres et la complexité de la mixité sociale des groupes surtout quand les rapports sociaux ne sont pas conscientisés. *Marie-Annick*

Ce que je vois dans le conseil citoyen auquel je participe c'est que le « dominé » a bien intégré qu'il était « dominé » si bien qu'il se soumet aux « dominants », les institutions qui animent le conseil citoyen. Nous sommes deux acteurs locaux à avoir créé un atelier avec les membres habitants d'un conseil citoyen. Nous réfléchissons à notre rôle et aux injonctions des institutions qui nous poussent à « écrire une charte », « à faire des projets », à s'emparer des 4 axes de la politique de la ville, à former une association pour s'autonomiser… C'est un espace de réflexion, de prise de conscience de notre rôle, de notre posture. *Sylvie*

Nous-mêmes reproduisons les catégories et nous nous trouvons dans la place des dominants sans le vouloir. Aujourd'hui, nous sommes davantage conscients de notre posture et prêts au changement.
En ce moment, l'Institution propose aux membres des formations de management et de gestion de projet.
Ce sont des formations qui nous viennent d'en haut sans diagnostic ou demande réelle des habitants et axées sur le mode entrepreneurial alors que les centres sociaux sont en mesure d'accompagner les habitants à élaborer leur projet.
On se sent instrumentalisé, sous injonction à faire des projets et à communiquer ; il existe de la concurrence entre les conseils citoyens : ceux qui font des projets et sont médiatisés et les autres. Les actions qui remontent du terrain (en dehors des conseils citoyens) sont méprisées par les institutions. *Marie-Annick*

Notre rôle dans les conseils citoyens c'est d'observer et d'analyser les jeux de rôles, les postures, les injonctions et se poser des questions sur ce qu'on observe. On fait un pas de côté et on essaie de nommer ce qu'on comprend. C'est un peu la part invisible de ces espaces institués de participation.
C'est une première phase avant de pouvoir commencer à prendre part et à se libérer de l'emprise de l'institution. On constate que les habitants font la demande « est-ce que l'on a le droit de … » comme s'il y avait des barrières invisibles et nous-mêmes sommes pris dans le jeu. *Sylvie*

J'essaie que les habitants aient de plus en plus de poids dans les conseils citoyens. En même temps ils viennent concurrencer tous les projets que nous avions jusque-là d'expression citoyenne et de participation. Les conseils citoyens sont une nouvelle instance qui vient en concurrence d'autres formes de participation et freinent les projets en cours. Ma place devient schizophrénique. On a une expertise freinée par cette machine « conseil citoyen ».

Ils existent depuis 2 ans et n'ont pas attiré les personnes préalablement tirées au sort. Peu à peu, des personnes déjà mobilisées dans le quartier sont venues intégrer les conseils citoyens comme auditrices libres. Les autorités reconnaissent aujourd'hui le besoin de passer par ces « leaderships ». *Marie-Annick*

Sur notre territoire aucune instance de participation n'existait avant les conseils citoyens. *Sylvie*

On faisait de l'Alinsky sans le savoir avant les conseils citoyens. On ne se sentait pas autant instrumentalisé. Aujourd'hui on peut faire de l'Alinsky en conscience.
Pour conclure, nous constatons qu'entre le moment où nous avons échangé et aujourd'hui, les trois intervenants ont mis en œuvre dans le conseil citoyen auquel ils appartiennent la méthode d'Alinsky de mobilisation des habitants. En effet, les membres des conseils citoyens représentent les habitants de leur quartier et ont besoin d'aller à leur rencontre. C'est en quelque sorte l'essence de leur rôle en tant que membre d'un conseil citoyen. L'approche du travail d'Alinsky enrichit notablement notre travail dans ce cadre et comment passer de l'individuel au collectif. *Marie-Annick*

E - Travail social : de quoi la participation est-elle le nom ?

Frédéric Baillière.

Depuis maintenant plus de trente ans, le travail social connait de profondes mutations. Dans un contexte de massification des problèmes sociaux, les professionnels de ce secteur ont tour à tour été confrontés à la transformation des publics, aux effets de la territorialisation de l'action sociale, ainsi qu'à l'introduction de logiques de gestion issues du secteur privé. Ces évolutions successives ont exposé les acteurs concernés à une perte de sens, rendant plus pressant le besoin de refonder leurs métiers. C'est dans cette perspective qu'émerge aujourd'hui, pour les travailleurs sociaux, l'enjeu d'un renouvellement des pratiques. Cette contribution propose de resituer le contexte historique dans lequel s'inscrit cette réflexion. Pour ce faire, le propos présentera dans un premier temps la façon dont s'est constitué ce champ professionnel pour ensuite aborder la manière dont les travailleurs sociaux font aujourd'hui face aux tensions et aux contradictions qui traversent leurs métiers. Enfin, il s'attachera à penser dans quelles mesure les pratiques inspirées du développement du pouvoir d'agir peuvent constituer une ressource pour dépasser les épreuves de professionnalité auxquelles ils sont confrontés[80].

Naissance et transformations du travail social

Si les origines du travail social en France sont souvent associées au mouvement solidariste et au catholicisme social du début du XX^{ème} siècle, c'est surtout après la seconde guerre mondiale que celui-ci se développe et se structure dans le prolongement de l'État social. Après 1945, la France connait une période de croissance au cours de laquelle se généralisent les assurances sociales et émerge le droit du travail. Toutefois, en dépit d'une situation de quasi plein emploi, certaines franges de la population demeurent encore exclues de la société salariale[81]. Désignés comme des « inadaptés sociaux » en raison d'un déficit de capacité lié à un accident de vie ou à la maladie, ces personnes ne peuvent avoir accès aux protections sociales qui sont alors attachées, quasi exclusivement, au salariat. C'est pour couvrir les besoins non pourvus de ces catégories que l'État a soutenu et encadré le travail social. Envisagé comme un dispositif de rattrapage de l'État Providence, complémentaire des systèmes assuranciels ou économiques, il est organisé sur la base de populations statistiquement constituées et repose sur une logique de groupe, descendante, appelant la mise en œuvre de prestations référées à des catégories d'ayants droits. Progressivement, ce champ professionnel va s'institutionnaliser et voir se développer ses ressources en termes de politiques sociales, de création d'établissements et de formations. À partir des années 1960, de nouvelles professions émergent. La qualification des travailleurs sociaux est alors encouragée par les pouvoirs publics à travers la création de nouveaux diplômes d'État tels que celui d'éducateur spécialisé en 1967, de conseillère en économie sociale et Familiale en 1971, puis de moniteur éducateur en 1971. À l'époque, bien que les modalités du travail social soient individuelles, ses finalités se veulent quant à elles collectives et politiques. « Le travail social est un travail sur autrui (Dubet, 2002) (c'est pourquoi la relation est centrale dans ce travail)

[80] Bertrand Ravon, Pierre Vidal-Naquet, « L'épreuve de professionnalité : de la dynamique d'usure à la dynamique réflexive », *SociologieS*, 2016.

[81] Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat.,* Paris, Gallimard, 1995.

pour aider les individus, « anomiques » pour des raisons diverses, à combler leur déficit d'intégration, c'est-à-dire promouvoir leur réintégration ou leur réinsertion dans des collectifs stables : le milieu du travail, la famille, des relations structurées de voisinage. »[82] Pour répondre à cette ambition, pendant plusieurs décennies, les travailleurs sociaux vont asseoir leur professionnalité sur le courant psychopédagogique. Adossées à un idéal de progrès social et d'émancipation, leurs pratiques se donnent pour objet la correction des inégalités sociales et le développement des capacités des individus et des groupes.

Mais à partir des années 1980, ce corps professionnel nouvellement créé va être confronté à de profondes remises en question. L'entrée du pays dans la crise économique vient fragiliser un modèle social solidariste dont le développement reposait sur une situation de quasi plein emploi. Avec l'augmentation du chômage, il y a dorénavant moins de cotisants et de plus en plus de bénéficiaires. Ce retour de la question sociale est par ailleurs marqué par une plus grande exposition de la population au risque de déclassement. Désormais, la précarité ne touche plus uniquement les individus faiblement dotés en capitaux sociaux ou culturels et tout un chacun est susceptible de basculer. Ce passage, d'une misère de condition à une misère de position[83], va progressivement déplacer les frontières du travail social dont l'intervention concerne de plus en plus des individus dont la précarité résulte avant tout d'un déficit de places disponibles dans la structure sociale.

Des professionnalités en tension

Dans ce contexte, les services sociaux font face à une demande croissante et voient s'élargir et se diversifier les publics qu'ils prennent en charge. Pour assurer une action sociale plus en proximité avec ces réalités, les lois de décentralisation de 1982 réorganisent l'offre d'action sociale sur le territoire. Dans les collectivités, cette refonte s'accompagne d'un besoin grandissant de personnel d'encadrement. Les administrations font alors appel à des profils techniciens plutôt qu'à des travailleurs sociaux pour occuper ces fonctions. Ce choix a pour conséquence de creuser le fossé entre les gestionnaires de l'activité largement imprégné des modèles du New Public Management et des travailleurs sociaux qui, au front du public, demeurent attachés aux valeurs du courant psychopédagogique[84]. Pour ces derniers, les évolutions en cours se traduisent par une exigence de rendement, un contrôle accru sur leur activité ainsi que l'instauration de procédures d'évaluation fondées sur des critères essentiellement quantitatifs. Mais paradoxalement, alors même qu'elle est de plus en plus soumise à une inflation procédurale, l'intervention sociale est de moins en moins définie et encadrée par le programme institutionnel[85]. Comme le rappelle Marc Henri Soulet, « cette grande transformation de l'action sociale en intervention sociale d'aide à la personne, tout en accentuant la division du travail, exige des professionnels qu'ils s'adaptent et qu'ils sachent proposer, dans le cadre de chaque emploi, une réponse sur-mesure au problème social posé »[86]. C'en est désormais fini des années de croissance où les statuts d'ayants droits suffisaient aux travailleurs sociaux pour orienter leur action. La crise économique a considérablement réduit les moyens et bouleversé les catégories sociales et administratives que ces professionnels utilisaient pour intervenir auprès des publics. Mettant en vis-à-vis un

[82] Robert Castel, « Devenir de l'Etat providence et travail social », Dans Jacques Ion (dir.), *Le travail social en débat(s)*, La Découverte, p.34.
[83] Pierre Bourdieu, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.
[84] Michel Chauvière, « Qu'est-ce que la chalandisation ? », *Informations sociales*, n° 152, mars-avril, 2009.
[85] François Dubet. *Le déclin de L'institution*, Paris, Seuil, 2002.
[86] Marc-Henri Soulet. « Une solidarité de responsabilisation.» Dans Jaques Ion (dir), *Le travail social en débat*, Paris, la découverte, 2005, p. 92.

bénéficiaire sommé de se prendre en charge et un travailleur social dépourvu des ressources légales lui permettant d'agir, l'intervention sociale est avant tout devenue une relation de service identitaire[87] chargée de faire advenir un sujet autonome, rendu capable de développer ses propres ressources pour prendre place socialement.

Une participation en trompe-l'œil

À travers des logiques de projet, il s'agit pour les bénéficiaires de faire la démonstration de leur volonté d'être aidé en échange des protections qui leurs sont délivrées. Ce changement de paradigme, qu'Isabelle Astier[88] qualifie de renversement de la dette sociale, repose sur une injonction à l'autonomie qui transforme en profondeur le sens que les travailleurs sociaux donnent à leur action. En effet, alors que pendant des décennies, l'idée d'autonomie avait fondé le projet émancipateur du travail social et en constituait en quelque sorte la finalité, celle-ci n'a aujourd'hui plus la même signification. Plus qu'un idéal auquel se réfèrent les professionnels, elle est devenue une norme, un préalable, qui contraint l'expérience des bénéficiaires comme celle des intervenants. En effet, en permettant à ceux qui disposent des capitaux nécessaires de saisir les opportunités quand elle confronte les plus fragiles à un sentiment d'incomplétude[89], l'injonction à l'autonomie agit comme un révélateur d'inégalités plus qu'elle ne soutient l'émancipation des individus.
A partir des années 2000, ces principes se sont largement diffusés dans les dispositifs d'insertion et les institutions médico-sociales sous une forme euphémisée, celle de l'appel à la participation. Associée à l'idée de citoyenneté, l'usage qui en fut fait dans les politiques sociales s'inscrit en réalité dans un cadre idéologique libéral qui renvoie au bénéficiaire la charge de faire évoluer sa situation. L'instrument par lequel opère ce déplacement est la logique de projet et son corollaire, le contrat. En délivrant protections et ressources sociales en échange de l'engagement des bénéficiaires, les politiques sociales participent d'un glissement de la responsabilité collective vers la responsabilité individuelle. Chez les personnes concernées, ce processus suscite une forme de culpabilité alors même que les ressources mises à leur disposition se révèlent insuffisantes ou inadaptées pour permettre de faire aboutir un projet[90]. Des années durant, piégés dans des dispositifs publics dont ils peinent à s'extraire, les bénéficiaires de l'action sociale sont ainsi renvoyés à leurs propres manques, rendus coupable d'une situation qui leur échappe, dont ils souffrent psychiquement et qui, in fine, diminuent leurs capacités à agir. Comme le rappelle Emmanuel Renault « le concept de souffrance sociale désigne précisément ce type d'expérience dans laquelle, d'une part, l'injustice subie peut s'avérer si profonde que les dynamiques pratiques qu'elle enclenche peuvent se retourner contre l'individu plutôt que contre l'injustice de la situation et, d'autre part, les ressources normatives font défaut qui permettent le développement d'une conscience de l'injustice de la situation.»[91] Dans nombre de scènes du travail social, la souffrance vécue par les bénéficiaires est tout autant imputable aux conditions objectives de

[87] Michel Autes, « La relation de service identitaire, ou la relation de service sans services », *Lien social et Politiques,* n°40, 1998.
[88] Isabelle Astier, *Les nouvelles règles du social,* Paris, PUF, 2007.
[89] Robert Castel, *La montée des incertitudes. Travail, Protection, statut de l'individu.* Paris, Seuil, 2009.
[90] Dès 1995, le rapport Lazarus mettait en évidence la façon dont la logique contractuelle, initiée à travers le dispositif du Revenu Minimum d'Insertion (RMI), avait contribué à responsabiliser, au sens de rendre responsable, les allocataires de la situation sociale dans laquelle ils se trouvaient. Cela avait eu pour effet de générer de la souffrance chez les bénéficiaires comme chez les travailleurs sociaux en charge de leur accompagnement.
[91] Emmanuel Renault, *L'expérience de l'injustice, reconnaissance et clinique de l'injustice.* Paris, La découverte, 2004.

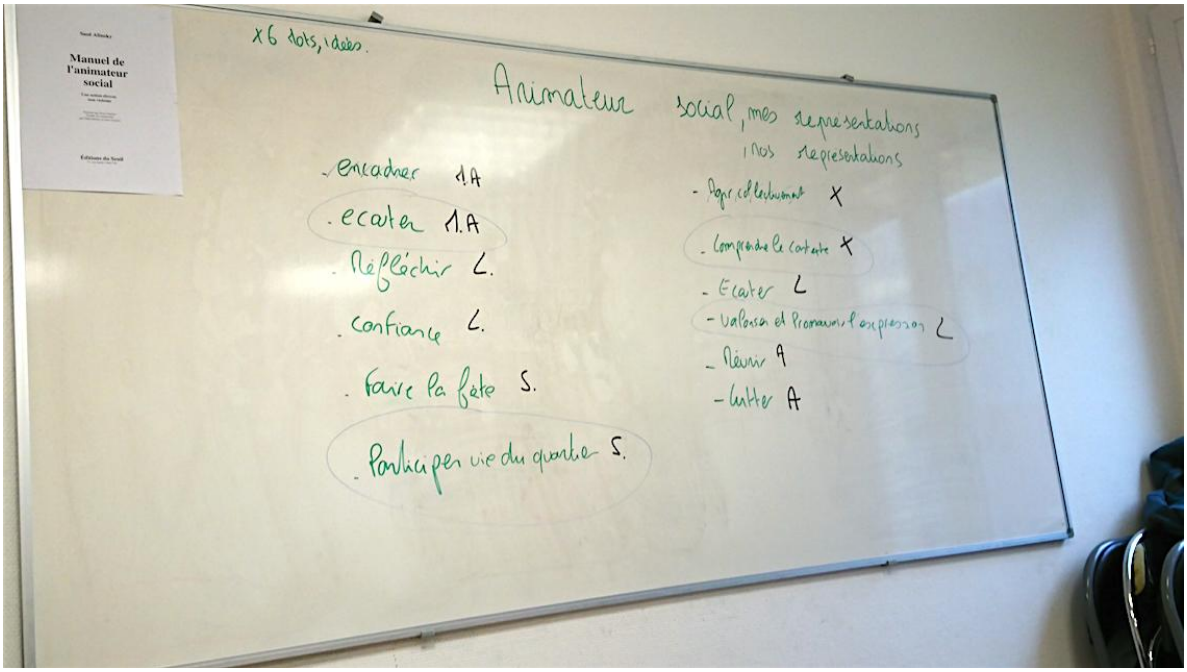
leur précarité qu'aux dispositifs publics dans lesquels ils font faire l'expérience de leur impuissance. Dans les formes les plus graves, cela conduit à des situations d'épuisement capacitaire[92] voir à des formes d'auto-exclusion[93] amenant les intéressés à se mettre en retrait du monde social, à se couper de leur propre subjectivité. Vu sous cette angle, l'idée de participation, véhiculée à l'envi dans le champ de l'action sociale n'a plus grand-chose à voir avec l'idéal émancipateur qui était le sien dans les luttes urbaines des années 1970[94]. Comme le montre ce rapide tour d'horizon, son instrumentalisation par les politiques publiques produit sur les personnes qui y sont exposées des effets d'autant plus dommageables que les processus qu'elle active, sont rarement conscientisés par ceux qui les subissent.
Dans ce contexte, tout l'enjeu pour les travailleurs sociaux consiste à repenser des pratiques d'intervention leur permettant de s'extraire de ces contraintes et de leurs effets délétères en redonnant aux bénéficiaires les ressources pour agir sur leurs situations, défendre et exercer leurs droits, voir en conquérir de nouveaux.

Conclusion - Refonder les pratiques professionnelles à partir du développement du pouvoir d'agir.

À l'échelle des pratiques, des travailleurs sociaux explorent déjà certaines de ces voies. Depuis plusieurs années, se développent ainsi, dans le champ de la lutte contre les exclusions, des modes d'intervention qui opèrent en dehors des cadres institués. A rebours des démarches participatives initiées dans le cadre de la politique de la ville ou des principes d'activation propre aux politiques sociales, ces expérimentations procèdent avant tout d'initiatives locales, construites par le bas en réponse aux épreuves de professionnalité rencontrées par les acteurs. Ces systèmes locaux[95] qui associent aux cotés des travailleurs sociaux, l'action des militants et des bénévoles, mobilisent également les savoirs expérientiels des personnes concernées par des situations d'injustice sociale. C'est notamment de cette façon que s'est développée, au croisement du travail social et de la santé mentale, la clinique psycho-sociale dans les années 1990 ; ou encore que se diffusent timidement dans certaines institutions, des modes d'intervention se réclamant du développement du pouvoir d'agir96. Toutefois, l'engagement des professionnels de l'action sociale dans des formes d'*empowerment* plus radicales se heurte en France à la forte institutionnalisation de ce champ professionnel[97]. Dans un secteur largement financé par les pouvoirs publics, le défi à relever pour les travailleurs sociaux consiste à réunir les conditions leur permettant de s'approprier, de développer ou tout au

[92] Marc Breviglieri, "L'«épuisement capacitaire» du sans-abri comme urgence ? Approche phénoménologique du soin engagé dans l'aide sociale (gestes, rythmes et tonalités d'humeur)», in Felix C., Tardif J. (éd.), Actes éducatifs et de soins, entre éthique et gouvernance, Actes du colloque international, Nice 4-5 juin 2009, Plénière 1 : Actes éducatifs et de soins, des frontières ténues, Séquence 3 : Comment le terrain informe la théorie ?, mis en ligne le 12 novembre 2010, http://revel.unice.fr/symposia/actedusoin/index.html?id=795. Consulté le 2 janvier 2015.
[93] Jean Furtos, *De la précarité à l'auto-exclusion. Une conférence-débat de l'Association Emmaüs et de Normale Sup'*. Éditions Rue d'Ulm, « La Rue ? Parlons-en ! », 2009.
[94] Maryse Bresson, « La participation, un concept sans cesse réinventé », *Socio-logos*, n°9, 2014.
[95] Alberta Andreotti, Enzo Mingione and Emanuele Polizzi. Local Welfare Systems: A Challenge for Social Cohesion. *Urban studies*. 1925-1940, july 2012.
[96] Bernard Vallerie, Yann Le Bossé « Le développement du pouvoir d'agir (empowerment) des personnes et des collectivités : de son expérimentation à son enseignement », *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle,* Vol 39, 2006
[97] Marion Carrel et Adeline de Lépinay, « Expériences de community organizing en France », *Mouvements*, n°85, p 26-30.

moins de s'associer à des initiatives telles que celles rapportées dans cette recherche ; et renouer, ainsi, avec les fondements politiques de leurs métiers.



C'est quoi pour moi un animateur social ?

Bibliographie et filmographie

ALINSKY S., *Être radical : manuel pragmatique pour radicaux réalistes*, Bruxelles, Éd. Aden, 2012.

ALINSKY S., *Manuel de l'animateur social*, Seuil, 1976

ANDREOTTI A., MINGIONE E., POLIZZI E., "Local Welfare Systems: A Challenge for Social Cohesion" *Urban studies*. 1925-1940, july 2012.

AUGUSTIN J. P., et ION J., *Des loisirs et des jeunes*, Paris, Editions de l'Atelier, 1993.

AUTES M., « La relation de service identitaire, ou la relation de service sans services », *Lien social et Politiques*, n°40, 1998.

ASTIER I., *Les nouvelles règles du social*, Paris, PUF, 2007.

BALAZARD H., CARREL M., COTTIN-MARX S., JOUFFE Y. et TALPIN J.(dir.), « Ma cité s'organise (dossier) », *Mouvements*, 2016, n° 85.

BOAL A., *Méthode Boal de théâtre et de thérapie, l' arc en ciel du désir*, Ramsay, 1990

BOAL A., *Théâtre de L'Opprimé,* La Découverte, Poche, 1996

BOAL A., *Jeux pour acteurs et non acteurs*, La Découverte, Poche, 1997

BENFORD R. D., SNOW D. A., PLOUCHARD N., « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 99(3), 2012, p. 217-255.

BESSIN M., « Parcours de vie et temporalités biographiques : quelques éléments de problématique », *Informations sociales*, 2009/6 (n° 156), p. 12-21.

BOUAMAMA S., (sous dir.), Cormont J., & *alii*., *La République à l'École des sans papiers : Trajectoires et devenir de sans-papiers régularisés*, l'Harmattan, Paris, 2009.

BOUCHER M., « La question ethnique, l'intervention sociale et la laïcité. Les enjeux des discriminations raciales dans le travail social », *Connexions*, 2005/1 (n° 83), p. 99-114.

BOURDIEU P., *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

BRESSON M., « La participation, un concept sans cesse réinventé », *Socio-logos*, n°9, 2014.

BREVIGLIERI M., « L'«épuisement capacitaire» du sans-abri comme urgence ? Approche phénoménologique du soin engagé dans l'aide sociale (gestes, rythmes et tonalités d'humeur) », in FELIX C., TARDIF J. (éd.), *Actes éducatifs et de soins, entre éthique et gouvernance, Actes du colloque international*, Nice 4-5 juin 2009, mis en ligne le 12 novembre 2010, http://revel.unice.fr/symposia/actedusoin/index.html?id=795. Consulté le 2 janvier 2015.

BRUSADELLI N., « Politiser les trajectoires, démocratiser les savoirs. La fabrique des "conférenciers gesticulants" », *Agora débats/jeunesses*, 2017, n° 76.

BRUSADELLI N., « Face à la catastrophe, comprendre le monde. L'"éducation populaire" à l'aube du 21ème siècle », *in Les utopies éducative, d'hier à aujourd'hui*, Publication de la Sorbonne, (à paraître), p.

BRUSADELLI N., « L'"éducation populaire politique", une forme de réinvention du travail d'animation ? », *Savoir / Agir*, (à paraître).

BRUSADELLI N., DEPOILLY S., et HANICOTTE F., *Diagnostic sectoriel sur l'éducation populaire en Picardie*, Amiens, CRAJEP et C2RA de Picardie, 2013.

CARREL M. et BRUGEL F., « Education populaire versus organisation ? Les complémentarités entre le Théâtre de l'Opprimé et le community organizing. Entretien avec Fabienne Brugel », *Mouvements*, n°85, 2016.

CARREL M., ET LEPINAY (DE) A., « Expériences de community organizing en France », *Mouvements*, n°85, 2016, p 26-30.

CASTEL R., *La montée des incertitudes. Travail, Protection, statut de l'individu.* Paris, Seuil, 2009.

CASTEL R., « Devenir de l'Etat providence et travail social », Dans Jacques Ion (dir.), *Le travail social en débat(s)*, La Découverte, 2005, p.34

CASTEL R., *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat.*, Paris, Gallimard, 1995.

CHATEIGNER F., « "Education populaire", les deux ou trois vies d'une formule » Thèse de science politique, Université de Strasbourg, 2012.

CHATEIGNER F., « « Considéré comme l'inspirateur... » : Les références à Condorcet dans l'éducation populaire », *Sociétés contemporaines*, 2011, n° 81, p. 27‑59.

CHATEIGNER F., « L'"éducation populaire", combien de citations ? (note de recherche) », *Agora débats/jeunesses*, 2007, p. 62‑72.

CHAUVIERE M., « Qu'est-ce que la chalandisation ? », *Informations sociales*, n° 152, mars-avril, 2009.

COMITE REGIONAL DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'EDUCATION POPULAIRE DE PICARDIE, *L'évaluation dans le monde associatif aujourd'hui. Actes de recherche-action (texte n°2)*, Amiens, CRAJEP Picardie.

CORMONT J., « *Le courant de l'action-recherche matérialiste : entre sociologie, éducation populaire et lutte pour l'égalité (classe, « race », sexe) dans les quartiers populaires* », communication in cycle de formation et de recherche-action « Renouveler l'éducation populaire et le travail social dans les quartiers populaires », Amiens, décembre 2017.

CORMONT J., « Le courant de l'action-recherche matérialiste en sociologie. Choisir ses méthodes et son camp », *Contributions au débat*, n°5, Collectif Formation et Société et Labocoop, Bruxelles, 2015.

DELPHY C., « Un féminisme matérialiste est possible », *Revue Nouvelles Questions Féministes*, n°4, automne 1982.

DUBET F., *Le déclin de L'institution*, Paris, Seuil, Col. L'épreuve des faits, 2002.

FREIRE P., *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero, 1974.

FURTOS J., *De la précarité à l'auto-exclusion. Une conférence-débat de l'Association Emmaüs et de Normale Sup'*. Éditions Rue d'Ulm, « La Rue ? Parlons-en ! », 2009.
LE GAL T., « En suivant «la méthode Alinsky», les Insoumis espèrent «aller chercher la colère des gens» », *20 minutes*, 24/11/2017 p.

« L'éducation populaire : la liberté », *Alternative libertaire n°252*, 07/2015 p.

LONCLE P., *Politiques de jeunesse. Les défis majeurs de l'intégration*, Rennes, PU Rennes, 2010.

MARTUCCELLI D., *Dominations ordinaires. Explorations de la condition moderne*, Balland, 2001.

MAUSS M., Essai sur le don, in *L'année sociologique,* nouvelle série, 1, 1925.

MORVAN A., *Pour une éducation populaire politique. A partir d'une recherche-action en Bretagne.*, Thèse de sciences de l'éducation, Paris, Paris VIII, 2011..

PEREIRA I., *Paulo Freire, pédagogue des opprimé-e-s : Une introduction aux pédagogies critiques*, Libertalia, 2018.

PEREIRA I., « « Sexe, race, classe » ou la déconstruction des identités », *in* Michel PIGENET et Danièle TARTAKOWSKI (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France*, La Découverte, 2014, p. 751‑758.

RAVON B., VIDAL-NAQUET P., « L'épreuve de professionnalité : de la dynamique d'usure à la dynamique réflexive », *SociologieS*, 2016.

RENAULT E., *L'expérience de l'injustice, reconnaissance et clinique de l'injustice.* Paris, La découverte, 2004.

RICHEZ J.-C., « La mémoire légendaire de l'éducation populaire », *Grep*, 2004, n° 181, p. 106‑114.

ROCHE P., « Approche clinique et éducation populaire », *Les Cahiers du Changement Social n°7*, Octobre 2010.

SOULET M.-H., « Une solidarité de responsabilisation.» Dans Jaques Ion (dir), *Le travail social en débat*, Paris, la découverte, Col. Alternatives sociales, 2005, p. 92.

TALPIN J., « Politiser les jeunes du ghetto. Éducation populaire et community organizing aux États-Unis », *Communication au séminaire du Groupe de Recherche et d'Etude sur l'Education Populaire (GRREP), Paris V - Descartes*, 2015, https://grrep.wordpress.com/2015/10/22/seminaire-education-populaire-et-pouvoir-dagir-le-podcast/.

TALPIN J., « Politiser les jeunes du ghetto. L'organizing de jeunesse entre empowerment et endoctrinement aux États-Unis », *Sciences et Action Sociales*, 2015.

TALPIN J., *Community organizing : De l'émeute à l'alliance des classes populaires aux Etats-Unis*, Paris, Liber, 2016.

TALPIN J. et BALAZARD H., « Community organizing : généalogie, modèles et circulation d'une pratique émancipatrice », *Mouvements*, 2016, n° 85, p. 11‑25.

TELLIEZ G., « Quand la formation professionnelle devient une entreprise politique. Le cas de la Boite sans projet, association d'"éducation populaire". » Mémoire de M2 de sciences de l'éducation, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, 2017.

TETARD F., « Vous avez dit éducation populaire ? Itinéraire chronologique », *Agora débats/jeunesses*, 2007, n° 44, p. 74‑89.

VALLERIE B., LE BOSSE Y., « Le développement du pouvoir d'agir (empowerment) des personnes et des collectivités : de son expérimentation à son enseignement », *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, Vol 39, 2006.

Les ressources filmiques

BERCOT E., La tête haute.

BABINET O., Swagger.

BAHIJ S., AKIYAHOU R., Ils l'ont fait.

CABRERA D., Chronique d'une banlieue ordinaire.

DESROSIERES A., Hramiste.

FRIOT B., Le salaire à vie vu par le youtubeur USUL

JEAN P., La domination masculine.

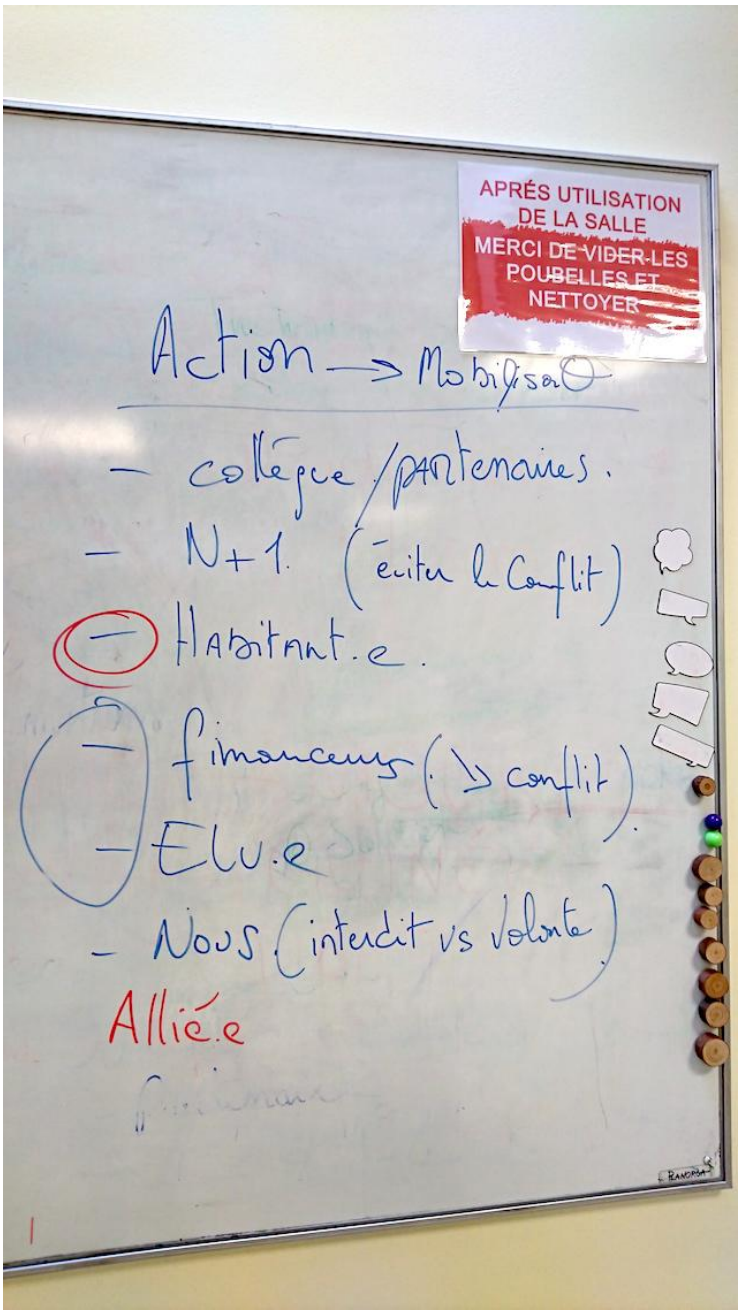
LYNCH S., Free Angela.

MAKER C., Joli mai.

MILANO H., Les roses noires.

MELFI T., Les figures de l'ombre.

PIALAT M., L'amour existe.

ROUSSOPOULOS C., Usine Lip – lutte syndicale.

WARCHUS M., Pride.